

PROJET UNOPS 00090796

**PROJET D’EVALUATION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES
DANS**

**LES PROVINCES DE BANDUNDU, EQUATEUR, PROVINCE ORIENTALE, SUD-KIVU ET
KATANGA**

TRAVAUX DE REHABILITATION /RECONSTRUCTION DES CENTRES DE SANTE DU KATANGA

LOT 1 ZONE DE SANTE DE KABALO : CS KABANDA

LOT 2 ZONE DE SANTE DE NYEMBA : CS LAMBO KATANGA

LOT 3 ZONE DE SANTE DENYUNZU : CS LENGWE

**Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets
(« UNOPS »)**

Appel d’offres

Contrat relatif à la réalisation de travaux légers

N° de l’AO : ITB 00090796 -CT-1504-CS/KTGA-UNOPS

TABLE DES MATIERES

1.	LETTRE D'INVITATION.....	
2.	SECTION I – DETAILS DE L'APPEL D'OFFRES	
3.	SECTION II – INSTRUCTIONS AUX SOUSMISSIONNAIRES.....	
4.	SECTION III – METHODE ET CRITERES D'EVALUATION.....	
5.	SECTION IV – ANNEXES A RENVoyer AVEC LES SOUMISSIONS.....	
	ANNEXE 1	Formulaire de soumission.....
	ANNEXE 2	Informations concernant le soumissionnaire.....
	ANNEXE 3	[Prix contractuel forfaitaire
	ANNEXE 4	Programme préliminaire du soumissionnaire et description générale des méthodes proposées.....
	ANNEXE 5	Equipe du projet proposée.....
	ANNEXE 6	Assurances.....
	ANNEXE 7	Moyens, expérience, travaux en cours et travaux achevés.....
	ANNEXE 8	Déclaration.....
	ANNEXE 9	Conflits d'intérêts.....
	ANNEXE 10	Informations concernant les litiges.....
	ANNEXE 11	Addenda à l'appel d'offres.....
6.	SECTION V – CONTRAT RELATIF A LA REALISATION DE TRAVAUX LEGERES DE L'UNOPS.....	

LETTRE D'INVITATION

Chère Madame/Cher Monsieur,

Objet : appel d'offres concernant les travaux de réhabilitation des centres de santé , dans les zones de santé de KABALO ,NYEMBA ET NYUNZU dans la Province du Katanga , le n° de l'Appel Offres : ITB 00090796 -CT-1504-CS/KTGA -UNOPS

Les travaux concernant par le present appel d'offres sont repartis en 3 lots tels que décrits dans les tableaux ci-dessous :

N°	ZONE DE SANTE	LOTS	CENTRE DE SANTE	AXE ROUTIER	DISTANCE PAR RAPPORT AKALEMIE
1	KABALO	1	KABANDA	KABALO – KABANDA	377 km
2	NYEMBA	2	LAMBO KATENGA	KALEMIE –BENDERA	140 km
3	NYUNZU	3	LENGWE	NYUNZU - KONGOLO	282 km

Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a le plaisir d'inviter des soumissionnaires potentiels à soumissionner conformément aux conditions et à la procédure décrites dans le présent appel d'offres (AO).

L'AO se compose des documents suivants :

- la présente lettre d'invitation ;
- les détails de l'appel d'offres (Section I) ;
- les instructions aux soumissionnaires (Section II) ;
- la méthode et les critères d'évaluation (Section III) ;
- les annexes à renvoyer avec les soumissions (Section IV) ;
- le contrat relatif à la réalisation de travaux légers de l'UNOPS (le Contrat) (Section V).

Un jeu complet des documents d'appel d'offres susmentionnés en français peut être obtenu auprès de l'UNOPS en adressant une demande écrite en ce sens par courrier électronique à acdohsoumission@unops.org.

Si vous souhaitez déposer une soumission en réponse au présent AO, veuillez préparer votre soumission conformément aux conditions et à la procédure décrites dans le présent AO et la remettre à l'UNOPS avant la date-limite de dépôt des soumissions qui est indiquée dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I de l'AO.

Nous attendons votre soumission avec intérêt.

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Signature : _____

SECTION I

DETAILS DE L'APPEL D'OFFRES

Travaux (Article 1)	les travaux de reconstruction et parachevement des centres de santé , dans les zones de santé de Kabalo , Nyemba et Nyunzu dans la Province du Katanga , le n° de l'Appel Offres : ITB 00090796 -CT-1504-CS/KTGA-UNOPS <i>Stels que décrits plus en détails dans la section V du présent AO.</i>
Interlocuteur désigné auquel adresser les correspondances, notifications et demandes d'explications (Article 1)	<p>Toutes les correspondances, notifications et demandes d'explications relatives au présent AO doivent être adressées à : cdohsoumission@unops.org</p> <p style="text-align: center;">Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets : n°34, Avenue Pumbu dans la Commune de la Gombe en face du bâtiment abritant le Ministère des Mines.</p> <p><u>ATTENTION : LES SOUMISSIONS DOIVENT ETRE ADRESSEES NON PAS A L'ADRESSE QUI PRECEDE, MAIS A L'ADRESSE DE DEPOT DES SOUMISSIONS INDIQUEE CI-DESSOUS (voir l'art.21).</u></p>
Admissibilité des soumissionnaires (Article 4)	Aucune nationalité n'est exclue de l'appel d'offres.
Explications (Article 8)	<p>Les demandes d'explications des soumissionnaires qui seront formulées moins de 2 jours, c'est-à-dire 48 heures avant la date-limite de dépôt des soumissions seront rejetées.</p> <p>Les réponses aux demandes d'explication seront communiquées aux soumissionnaires sur le site Web de l'UNOPS www.unops.org sous le n° d'ITB00090796 -CT-1504-CS/KTGA-UNOPS.</p>
Réunion d'explication (Article 9)	Aucune réunion d'explication ne sera organisée.
Inspection des lieux (Article 10)	<p>Les soumissionnaires pourront effectuer leur propre inspection des lieux avec le consentement préalable et écrit de l'UNOPS.</p> <p>L'inspection des lieux est obligatoire mais facultatif.</p>
Durée de validité des soumissions (Article 13)	Les soumissions demeureront valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant 90 jours à compter de la date-limite de dépôt des soumissions.
Devise(s) des soumissions (Article 16)	Les prix devront être libellés en Dollars Américain.
Droits et impôts (Article 17)	Les soumissions devront être établies hors impôts
Langue des soumissions (Article 19)	L'ensemble des soumissions, informations, documents et correspondances échangés entre l'UNOPS et les soumissionnaires au titre de la présente procédure d'appel d'offres devront être en français.

Date-limite de dépôt des soumissions (Article 20)	Toutes les soumissions devront être déposées au plus tard ,le 20 Mars 2015 a 12 h , heure de Kinshasa
Dépôt des soumissions (Article 21)	<p>Les soumissions doivent être déposées comme suit :</p> <p>Par courrier ou remise en main propre sous enveloppes cachetées au plus tard à la date-limite de dépôt des soumissions. Les enveloppes cachetées devront contenir une copie électronique et deux copies papier. Les deux copies papier devront inclure une copie papier originale de la soumission revêtue de la mention « Original ». Une copie papier de la soumission revêtue de la mention « Copie » devra également être déposée. En cas de différence entre la copie électronique et/ou les copies papier de la soumission, la soumission revêtue de la mention « Original » fera foi.</p> <p>L'enveloppe devra être revêtue de la mention suivante :</p> <p style="text-align: center;">***SOUSSION CONFIDENTIELLE – A N’OUVRIR QUE SUR AUTORISATION***</p> <p style="text-align: center;">Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets</p> <p>La remise en main propre devra être effectuée entre 8h00 et 12 heures au cours des jours de travail habituels de l'UNOPS au plus tard à la date-limite de dépôt des soumissions.</p> <p>A l'attention du Président du Comité d'ouverture des soumissions. N° d'appel d'offres : ITB 00090796 -CT-1504-CS/KTGA-UNOPS</p> <p>Date-limite de dépôt des soumissions : 12h00 le 20 mars 2015 à Kinshasa</p> <p>De : [Insérez le nom et les coordonnées du soumissionnaire]</p> <p>[Par courrier électronique à l'adresse électronique de soumission sécurisée : cdohsoumission@unops.org], au plus tard à la date-limite de dépôt des soumissions, sans dépasser 4 Mégaoctets. [Une copie papier de la soumission devra être déposée à l'UNOPS et reçue par celui-ci par courrier ou en main propre sous cinq (5) jours ouvrables à compter de la date-limite de dépôt des soumissions. La remise en main propre devra être effectuée entre 8h00 et 12 h00 au cours des jours de travail habituels. En cas de différence entre les soumissions, la soumission transmise par courrier électronique fera foi.</p>
Ouverture des soumissions (Article 22)	<p>Les soumissions seront ouvertes à 12h30, le 20 Mars 2015, à Kinshasa au bureau central de la zone de sante de Nyamba , dans l'enceinte de l'hôpital general de reference de Kalemie .</p>

SECTION II

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

1. INFORMATIONS DESTINEES AUX SOUMISSIONNAIRES

Les soumissionnaires sont invités à soumissionner au titre des travaux décrits dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, et de manière plus approfondie dans le Contrat, dans la section V, conformément au présent AO.

Toutes les correspondances, notifications et soumissions relatives au présent AO devront être envoyées à l'interlocuteur désigné et à l'adresse indiquée dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I. Veuillez noter que l'adresse de dépôt des soumissions peut être différente.

2. INTERPRETATION DE L'AO

Le présent AO constitue une invitation à traiter et ne peut être considéré comme constituant une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, légal ou à réparation. Aucun contrat contraignant et, notamment, aucun contrat de procédure ou autre accord ou arrangement n'existera entre le soumissionnaire et l'UNOPS, et l'UNOPS ne pourra pas engager sa responsabilité sur le fondement ou au titre du présent AO tant que le Contrat n'aura pas été signé par l'UNOPS et le soumissionnaire retenu.

3. MODIFICATIONS DE L'AO

Avant la date-limite de dépôt des soumissions, l'UNOPS pourra, de manière discrétionnaire, modifier les documents d'appel d'offres au moyen d'un addendum écrit. Tous les addenda écrits aux documents d'appel d'offres feront partie de l'AO.

Si l'UNOPS modifie l'AO, l'UNOPS en notifiera par écrit l'ensemble des soumissionnaires auxquels l'UNOPS aura communiqué l'AO.

Afin de donner aux soumissionnaires le temps nécessaire pour tenir compte d'une telle modification, l'UNOPS pourra repousser la date-limite de dépôt des soumissions en tant que de besoin au regard des circonstances.

4. ADMISSIBILITE DES SOUMISSIONNAIRES

Est admise à soumissionner toute entité juridique privée, publique ou gouvernementale ou toute association, y compris toute coentreprise ou tout consortium ayant la capacité juridique de conclure un contrat contraignant avec l'UNOPS.

Sous réserve, le cas échéant, des nationalités énumérées dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I, les soumissionnaires, ainsi que l'ensemble des parties les constituant, possédant la nationalité de tout pays sont admis à soumissionner.

Un soumissionnaire ne sera pas admis à soumissionner lorsque, au moment du dépôt de sa soumission :

- (i) il aura été suspendu ou exclu par l'UNOPS ou toute autre entité du système des Nations Unies, y compris la Banque mondiale ;
- (ii) il figurera sur la liste des terroristes 1267 de l'ONU qui établit un régime de sanctions à l'encontre de personnes et d'entités liées à Al-Qaïda et/ou aux Talibans ;
- (iii) il n'aura pas participé à une inspection des lieux obligatoire ou à une réunion d'explication obligatoire, le cas échéant, conformément aux articles 9 et 10 ; ou

- (iv) il ne respectera pas toute autre condition supplémentaire susceptible de figurer dans les détails de l'appel d'offres.

Si un soumissionnaire ne possède pas l'expertise requise pour la fourniture des travaux devant être réalisés aux termes du Contrat, ledit soumissionnaire peut déposer une soumission en partenariat avec d'autres entités, notamment avec une entité du pays dans lequel les travaux doivent être fournis. Une entité ne peut déposer plus d'une soumission en réponse au présent AO, que ce soit seule ou en partenariat avec d'autres entités.

En cas de coentreprise, de consortium ou de partenariat:

- (i) toutes les parties à une telle coentreprise, à un tel consortium ou à un tel partenariat seront solidairement responsables envers l'UNOPS de toute obligation résultant de leur soumission et du Contrat qui pourra leur être attribué au titre du présent AO ;
- (ii) la soumission devra clairement identifier l'entité désignée en qualité d'interlocutrice de l'UNOPS. Ladite entité devra avoir le pouvoir de prendre des décisions liant la coentreprise, le partenariat ou le consortium au cours de la procédure d'appel d'offres et, en cas d'attribution d'un contrat, pendant la durée du contrat ; et
- (iii) la composition ou les statuts de la coentreprise, du consortium ou du partenariat ne pourront pas être modifiée sans le consentement préalable de l'UNOPS.

5. ERREURS OU OMISSIONS

Les soumissionnaires devront immédiatement notifier à l'UNOPS par écrit toute ambiguïté, erreur, omission, contradiction, incohérence ou autre faute figurant dans toute partie de l'AO, en fournissant toutes précisions s'y rapportant.

Les soumissionnaires ne pourront pas bénéficier de telles ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres fautes.

6. RESPONSABILITE DES SOUMISSIONNAIRES DE S'INFORMER & RECONNAISSANCE

Il appartiendra aux soumissionnaires de s'informer dans le cadre de la préparation de leurs soumissions. A cet égard, les soumissionnaires devront veiller :

- (i) à examiner l'ensemble des aspects de l'AO, y compris le Contrat et tous les autres documents inclus ou mentionnés dans le présent AO, et à s'en informer pleinement ;
- (ii) à étudier l'AO afin de s'assurer qu'ils posséderont une copie complète de l'ensemble des documents ;
- (iii) à obtenir et à examiner toutes autres informations utiles au projet et à l'objet des travaux et disponibles sur demande ;
- (iv) à vérifier l'ensemble des assertions, déclarations et informations utiles, y compris celles qui figurent ou sont mentionnées dans l'AO ou qui sont formulées dans le cadre de toute réunion d'explication ou inspection des lieux ou lors de toute discussion avec l'UNOPS, ses employés ou ses agents ;

- (v) à participer à toute réunion d'explication ou inspection des lieux obligatoire aux termes du présent AO ;
- (vi) à pleinement s'informer et s'assurer des exigences de toute autorité compétente et des lois applicables ou susceptibles de s'appliquer à l'avenir à la réalisation des travaux ; et
- (vii) à évaluer par eux-mêmes la nature et l'ampleur du travail nécessaire à la réalisation des travaux et à en tenir dûment compte dans leurs soumissions.

Les soumissionnaires reconnaissent et conviennent que l'AO ne prétend pas contenir l'ensemble des informations utiles relatives aux travaux et qu'il n'est communiqué que sous réserve de l'obligation des soumissionnaires de procéder à leur propre évaluation des éléments de l'AO, ainsi que du Contrat (section V).

Les soumissionnaires reconnaissent que l'UNOPS et ses directeurs, employés et agents ne formulent aucune déclaration ou garantie (expresse ou implicite) concernant l'exactitude, l'actualité ou l'exhaustivité du présent AO ou de toute autre information fournie aux soumissionnaires.

7. CONTRAT RELATIF A LA REALISATION DE TRAVAUX LEGERES DE L'UNOPS

Les soumissionnaires devront être disposés à signer le Contrat (voir la section V), sans dérogation, réserves, modification, limitation ou exclusion, s'ils sont sélectionnés à l'issue de la présente procédure d'appel d'offres.

8. EXPLICATION DE L'AO

Les soumissionnaires peuvent demander des explications au titre de l'AO ou de la procédure d'appel d'offres en soumettant une demande écrite à l'interlocuteur indiqué dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, jusqu'à la date indiquée dans lesdits détails de l'appel d'offres, sachant qu'aucune demande d'explication ne sera ultérieurement acceptée.

L'UNOPS rassemblera l'ensemble des demandes d'explication et pourra y répondre par écrit simultanément. Les réponses aux demandes d'explication seront communiquées directement à l'ensemble des soumissionnaires ayant reçu l'AO de l'UNOPS directement si l'AO n'est pas disponible en ligne et/ou si l'AO est disponible en ligne ou si cela est indiqué dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I, les réponses seront publiées en ligne sans indication des noms des soumissionnaires ayant soumis les demandes d'explication.

9. REUNION D'EXPLICATION

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une réunion d'explication ne sera organisée que si elle est prévue dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, à la date, au lieu et selon les instructions figurant dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I.

S'il est indiqué dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I qu'une réunion d'explication sera obligatoire, tout soumissionnaire qui n'y participera pas ne pourra plus déposer une soumission au titre du présent AO.

Les noms des représentants des soumissionnaires qui participeront à la réunion d'explication devront être communiqués par écrit par les soumissionnaires à l'interlocuteur désigné au sein de l'UNOPS dont le nom est indiqué dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, y compris le nom complet et les fonctions de chaque représentant, au moins 24 heures avant la tenue de la réunion d'explication.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant l'AO ou la procédure d'appel d'offres au cours de la réunion d'explication. Toutes les questions devront être soumises conformément à l'article 8.

La réunion d'explication sera organisée dans le but de fournir des informations générales uniquement. Sans limiter les dispositions de l'article 6, les soumissionnaires ne pourront se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de la réunion d'explication, à moins qu'une telle information, assertion ou déclaration ne soit confirmée par l'UNOPS par écrit.

L'UNOPS établira un compte rendu de la réunion d'explication et le communiquera par écrit directement à l'ensemble des soumissionnaires ayant reçu les documents d'appel d'offres de l'UNOPS directement si l'AO n'est pas disponible en ligne et/ou si l'AO est disponible en ligne ou si cela est indiqué dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I, le compte rendu sera publié en ligne sans indication des noms des soumissionnaires ayant participé à la réunion d'explication, peu de temps après ladite réunion.

10. INSPECTION DES LIEUX

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une inspection des lieux ne sera organisée que si elle est prévue dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, à la date, au lieu et selon les instructions figurant dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I.

S'il est indiqué dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, qu'une inspection des lieux sera obligatoire, tout soumissionnaire qui n'y participera pas ne pourra plus déposer une soumission au titre du présent AO.

Il appartiendra aux soumissionnaires participant à une inspection des lieux :

- (i) de se procurer et de porter des équipements de protection personnels, y compris, au minimum, des casques de protection, des bottes et des gilets réfléchissant ; et
- (ii) d'obtenir tout visa pouvant être nécessaire pour permettre aux soumissionnaires de participer à une inspection des lieux.

Avant de se rendre à une inspection des lieux, les soumissionnaires devront signer un acte de garantie et de renonciation libérant l'UNOPS de toute responsabilité susceptible de résulter :

- (i) de la perte ou de l'endommagement de tout bien immobilier ou mobilier ;
- (ii) du dommage corporel, de la maladie ou du décès de toute personne ;
- (iii) d'un préjudice ou de frais financiers découlant de ladite inspection des lieux ;
- (iv) du transport organisé par l'UNOPS jusqu'aux lieux (le cas échéant) du fait de tout accident ou acte malveillant d'un tiers.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant l'AO ou la procédure d'appel d'offres au cours d'une inspection des lieux. Toutes les questions devront être soumises conformément à l'article 8.

Une inspection des lieux sera organisée dans le but de fournir des informations générales uniquement. Sans limiter les dispositions de l'article 6, les soumissionnaires ne pourront se fier à aucune information, assertion ou déclaration formulée lors d'une inspection des lieux, à moins qu'une telle information, assertion ou déclaration ne soit confirmée par l'UNOPS par écrit.

11. CONTENU DES SOUMISSIONS

11.1

Annexes à renvoyer avec les soumissions

Les soumissions ne devront inclure qu'un jeu complet et daté des annexes à renvoyer avec les soumissions, ainsi que les seules informations demandées dans chacune de ces annexes, qu'elles soient fournies dans les annexes elles-mêmes ou annexées à celles-ci, selon le cas, et devront être signées conformément à l'article 18 par une personne habilitée par le soumissionnaire à l'engager. Les annexes à renvoyer avec les soumissions figurent dans la section IV.

11.2

Autres informations

Les soumissions déposées ne devront inclure que les informations devant être fournies conformément à l'AO.

12. REMUNERATION ET COUTS DES SOUMISSIONS

Les soumissionnaires n'auront droit à aucune rémunération ou indemnité pour la préparation et du dépôt de leurs soumissions.

Les soumissionnaires reconnaissent que leur participation à tout stade de la procédure du présent AO est à leurs propres risques et coûts. L'UNOPS ne pourra être responsable d'aucuns coûts ou frais supportés par les soumissionnaires au titre de la préparation et du dépôt de soumissions ou de leur participation à la procédure d'appel d'offres, y compris dans le cadre de toute réunion d'explication ou inspection des lieux ou des installations.

L'UNOPS ne pourra pas engager sa responsabilité envers les soumissionnaires sur quelque fondement légal, contractuel, quasi-contractuel ou droit à réparation que ce soit, au titre des coûts, frais ou pertes résultant de l'AO ou de leur participation à la procédure d'appel d'offres, y compris si :

- (i) des explications et addenda sont ou ne sont pas fournis aux soumissionnaires ;
- (ii) un soumissionnaire n'est pas sélectionné ou engagé pour réaliser les travaux ;
- (iii) l'UNOPS modifie, supprime, suspend ou reporte tout aspect de la procédure d'appel d'offres ou met en œuvre une autre procédure à sa place ;
- (iv) l'UNOPS choisit de ne pas poursuivre l'AO en tout ou en partie ; ou
- (v) l'UNOPS exerce tout droit prévu par l'AO.

13. PERIODE DE VALIDITE DES SOUMISSIONS

Les soumissions devront demeurer valides aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant toute la durée indiquée dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I. Toute soumission assortie d'une durée de validité inférieure sera rejetée.

Avant l'expiration de la durée de validité des soumissions, l'UNOPS pourra demander par écrit aux soumissionnaires de proroger la validité de leurs soumissions, assorties des mêmes conditions. La soumission des soumissionnaires qui refuseront de proroger la validité de leur soumission sera éliminée comme n'étant plus valide.

14. SOUMISSIONS PARTIELLES

Les soumissionnaires devront répondre à l'ensemble des annexes à renvoyer avec les soumissions et devront soumissionner au titre de l'ensemble des tranches des travaux. L'UNOPS n'acceptera AUCUNE soumission portant uniquement sur une ou plusieurs tranches des travaux et aucune soumission ne concernant qu'une partie des travaux ou qu'une partie d'une tranche des travaux.

15. SOUMISSIONS ALTERNATIVES

Les soumissions alternatives ne seront pas évaluées.

Si un soumissionnaire dépose plus d'une soumission :

- (i) toutes les soumissions revêtues de la mention « Soumission alternative » seront éliminées et seule la soumission portant la mention « Soumission initiale » sera évaluée ; ou
- (ii) toutes les soumissions seront rejetées si aucune indication n'est fournie pour distinguer la soumission initiale de la ou des soumissions alternatives.

16. DEVISE(S) DES SOUMISSIONS

Les prix figurant dans chaque soumission devront être libellés dans la ou les devises indiquées dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I. S'il y a lieu, aux fins de comparaison et d'évaluation, l'UNOPS convertira les prix des soumissions en USD au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date-limite de dépôt des soumissions.

Les prix des soumissions devront être fixes. Les soumissions assorties de prix ajustables seront éliminées.

17. DROITS ET IMPOTS

L'UNOPS est une entité exonérée d'impôt. Toutes les soumissions devront être nettes de tout impôt direct et de tous autres impôts et droits, sauf indication contraire dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I.

18. PRESENTATION DES SOUMISSIONS

Les soumissions ne devront contenir aucun interligne, aucune rature et aucune surcharge. Si cela est nécessaire pour corriger des erreurs commises par un soumissionnaire, des corrections manuelles pourront être apportées à la soumission concernée avant son dépôt et/ou la date-limite de dépôt des soumissions. En tout état de cause, de telles corrections devront être paraphées par la ou les personne(s) ayant signé la soumission.

Les soumissions devront être signées par la personne habilitée à cette fin dans l'annexe 1 à renvoyer avec les soumissions – formulaire de soumission (voir la section IV). Ladite personne devra être autorisée par le soumissionnaire à l'engager. Une copie de ladite autorisation devra être jointe à la soumission.

19. LANGUE DES SOUMISSIONS

L'ensemble des soumissions, informations, documents et correspondances échangés entre l'UNOPS et les soumissionnaires au titre de la présente procédure d'appel d'offres devront être rédigés dans la langue indiquée dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I.

Les documents justificatifs pourront être soumis dans leur langue d'origine. S'il s'agit d'une langue différente de celle qui est indiquée dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, les documents justificatifs devront être accompagnés d'une traduction de leurs passages utiles.

20. DATE-LIMITE DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Toutes les soumissions devront être reçues par l'UNOPS au plus tard à l'heure et à la date indiquées dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I. Il appartiendra aux soumissionnaires exclusivement de s'assurer que leurs soumissions seront reçues au plus tard à la date de clôture. L'UNOPS pourra rejeter toute soumission reçue postérieurement à la date-limite de dépôt des soumissions.

Les soumissions déposées après la date-limite de dépôt des soumissions seront rejetées.

21. RETRACTATION, REMPLACEMENT ET MODIFICATION DES SOUMISSIONS

Avant la date-limite de dépôt des soumissions, un soumissionnaire pourra rétracter, remplacer ou modifier sa soumission postérieurement à son dépôt par notification écrite adressée à l'UNOPS. Toutefois, postérieurement à la date-limite de dépôt des soumissions, les soumissions demeureront valides et pourront être acceptées par l'UNOPS pendant toute la durée de validité des soumissions, telle qu'elle pourra être prorogée.

La soumission dont la rétractation aura été demandée avant la date-limite de dépôt des soumissions sera tenue à disposition aux fins de retrait par le soumissionnaire concerné sous quinze jours à

compter de sa rétractation. Autrement, UNOPS aura le droit d'écarter ladite soumission non ouverte sans avis supplémentaire au soumissionnaire concerné. L'UNOPS ne sera pas tenu de restituer à ses frais la soumission audit soumissionnaire.

22. DEPOT DES SOUMISSIONS

Toutes les soumissions devront être déposées auprès de l'UNOPS conformément aux conditions indiquées dans le présent AO, ainsi que dans les détails de l'AO figurant dans la section I.

Les soumissions qui ne seront pas déposées conformément aux dispositions du présent AO seront rejetées.

23. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

Les soumissions seront ouvertes à la date, au lieu et selon les modalités indiquées dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I.

Les soumissionnaires pourront assister à l'ouverture des soumissions. Toutefois, ils ne pourront pas assister à l'évaluation des soumissions.

24. METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

L'UNOPS évaluera les soumissions et sélectionnera le soumissionnaire retenu conformément à la section III du présent AO.

25. AUTRES DROITS DE L'UNOPS

Sous réserve de la section III de l'AO, l'UNOPS n'aura pas l'obligation d'accepter une quelconque soumission, y compris la soumission assortie du prix le plus bas.

L'UNOPS pourra, à sa seule et entière discrétion, effectuer tout ou partie de ce qui suit :

- (i) demander des informations supplémentaires aux soumissionnaires ;
- (ii) modifier la structure et le calendrier de l'AO ;
- (iii) modifier, interrompre, suspendre ou différer la procédure d'appel d'offres ou toute partie ou activité de celle-ci ;
- (iv) examiner, accepter ou rejeter toute soumission non conforme ;
- (v) demander toute inspection des lieux ou réunion d'explication, y assister ou la diriger ;
- (vi) demander la présentation de tout produit, de toute installation ou de tout équipement ou autre démonstration, essai ou test, y assister ou l'observer, à condition que la demande en ce sens de l'UNOPS revête un caractère raisonnable ;
- (vii) abandonner, annuler ou interrompre de toute autre manière la procédure d'appel d'offres à tout moment avant l'attribution d'un contrat, sans engager sa responsabilité envers les soumissionnaires et sans avoir à leur fournir une quelconque raison ou notification.

26. RETRAIT DES SOUMISSIONS REJETEES OU NON RETENUES

Sous réserve des soumissions tardives, l'UNOPS ne renverra pas aux soumissionnaires les soumissions rejetées ou non retenues qui seront tenues à disposition aux fins de retrait par les soumissionnaires sous quinze jours à compter de leur rejet.

27. CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations et documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS devront être considérés comme étant confidentiels par les soumissionnaires et ;

- (i) demeureront la propriété de l'UNOPS ;
- (ii) ne pourront être utilisés à d'autres fins que la préparation d'une soumission ; et
- (iii) devront être immédiatement restitués à l'UNOPS lorsqu'un soumissionnaire décidera de ne pas répondre au présent AO ou lorsque sa soumission aura été rejetée ou n'aura pas été retenue, sous quinze jours à compter de la notification en ce sens de l'UNOPS.

Aucune des informations et aucun des documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS ne pourront être divulgués aux tiers, sauf :

- (i) avec le consentement préalable et écrit de l'UNOPS ;
- (ii) lorsque le tiers concerné aidera un soumissionnaire à préparer sa soumission, à condition que le soumissionnaire se soit préalablement assuré du respect par ledit tiers de la présente obligation de confidentialité ;
- (iii) si les informations ou les documents concernés sont à l'époque du présent AO légalement en la possession du soumissionnaire par l'intermédiaire d'une autre partie que l'UNOPS ;
- (iv) si la loi l'exige, et à condition que le soumissionnaire ait préalablement informé l'UNOPS par écrit de son obligation de divulguer les informations ou documents concernés ; ou
- (v) si les informations concernées sont accessibles de manière générale et au public, autrement qu'en raison de la violation de leur confidentialité par la personne les recevant.

28. DEONTOLOGIE ET CORRUPTION

UNOPS exige que l'ensemble des soumissionnaires respecte les règles de déontologie les plus strictes tout au long de la procédure d'appel d'offres, ainsi que pendant la durée de tout contrat qui pourra être attribué à l'issue de la présente procédure d'appel d'offres. Par conséquent, tous les soumissionnaires doivent déclarer et garantir qu'ils :

- (i) n'ont pas obtenu ou tenté d'obtenir de manière illégale des informations confidentielles concernant la présente procédure d'appel d'offres et tout contrat susceptible d'être attribué à l'issue de ladite procédure ;
- (ii) n'ont aucun conflit d'intérêts susceptible de les empêcher de conclure un contrat avec l'UNOPS et qu'ils ne détiendront aucun intérêt dans d'autres soumissionnaires ou parties participant à la présente procédure d'appel d'offres ou au projet sous-tendant la présente procédure d'appel d'offres ;
- (iii) n'ont commis ou tenté de commettre aucun acte de corruption au titre de la présente procédure d'appel d'offres ou du contrat qui pourra être attribué à l'issue de ladite procédure d'appel d'offres. Aux fins de la présente disposition, « acte de corruption » désigne ce qui suit :
 - corruption : le fait de proposer, de donner, de recevoir ou de solliciter de manière illégale une chose de valeur afin d'influencer la procédure d'achat de travaux ou de signature de contrats ;
 - extorsion ou coercition : le fait de tenter d'influencer la procédure d'achat de travaux ou de signature de contrats au moyen de menaces d'atteinte à la personne, aux biens ou à la réputation ;
 - fraude : la présentation de manière inexacte d'informations ou de faits dans le but d'influencer la procédure d'achat de travaux ou de signature de contrats, au détriment de l'UNOPS ou d'autres participants ; ou
 - collusion : l'accord conclu entre des soumissionnaires dans le but d'établir des soumissions assorties de prix artificiels et non concurrentiels.
- (iv) n'ont participé, directement ou indirectement, à aucune activité terroriste et n'en ont financé aucune, directement ou indirectement, notamment sur la base de la liste

récapitulative des personnes appartenant ou liées à des entités terroristes, telle qu'établie et mise à jour par le comité 1267 des Nations Unies.

Si un soumissionnaire ne respecte pas l'une quelconque des déclarations et garanties qui précèdent, l'UNOPS aura le droit de rejeter sa soumission et de résilier tout contrat qui aura pu être attribué à l'issue de la présente procédure d'appel d'offres, dès notification en ce sens, sans engager sa responsabilité au titre des frais de résiliation ou à tout autre titre. En outre, il pourra être interdit au soumissionnaire d'entretenir à l'avenir des relations d'affaires avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

29. AUDIT

Tout soumissionnaire participant à la présente procédure d'appel d'offres s'engage à coopérer avec le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies, le Groupe de l'audit interne et des enquêtes de l'UNOPS, ainsi qu'avec toute autre unité d'enquête autorisée par le directeur exécutif de l'UNOPS et le chargé de la déontologie de l'UNOPS à enquêter sur toute faute alléguée et, notamment, sur toute violation alléguée de l'article 28 ci-dessus, dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres ou de tout contrat qui pourra être attribué à l'issue de ladite procédure d'appel d'offres.

Dans le cadre de leur coopération avec l'UNOPS, les soumissionnaires devront permettre à l'UNOPS d'avoir accès, en cas de demande écrite en ce sens, à l'ensemble des employés, représentants, agents et délégataires, ainsi qu'à l'ensemble des documents, dossiers et autres éléments des soumissionnaires qui pourront être nécessaires à la réalisation d'une telle enquête.

En cas de non-respect par un soumissionnaire de l'une quelconque des déclarations et garanties qui précèdent, l'UNOPS aura le droit d'éliminer sa soumission et de résilier tout contrat qui aura pu être attribué à l'issue de la présente procédure d'appel d'offres, dès notification en ce sens, sans engager sa responsabilité au titre des frais de résiliation ou à tout autre titre. En outre, il pourra être interdit au soumissionnaire d'entretenir à l'avenir des relations d'affaires avec l'UNOPS et toute autre entité du système des Nations Unies.

30. CONTESTATION DE L'APPEL D'OFFRES

Tout soumissionnaire estimant avoir été traité de manière inéquitable dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres ou de tout contrat susceptible d'être attribué à l'issue de ladite procédure d'appel d'offres pourra déposer une plainte auprès du Conseiller juridique de l'UNOPS. De plus amples informations concernant la contestation des appels d'offres peuvent être obtenues sur le site Web de l'UNOPS www.unops.org

SECTION III

METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

31. METHODE D'EVALUATION

Les soumissions seront évaluées selon une procédure à deux étapes.

Premièrement, les soumissions seront évaluées sur le plan de la conformité technique en fonction :

- de l'expertise technique et de l'expérience ;
- de la sécurité, de la qualité et des assurances ; et
- des capacités, des ressources et du personnel clé.

Deuxièmement, les soumissions jugées conformes sur le plan technique seront évaluées en fonction du prix et du rapport qualité-prix, en analysant l'ensemble des coûts, risques et avantages pertinents de chaque soumission tout au long du cycle de vie des travaux et dans le contexte du projet dans son ensemble. La soumission assortie du prix le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée.

32. EXAMEN PRELIMINAIRE

Lors de l'ouverture des soumissions, l'UNOPS procédera à un examen préliminaire des soumissions. L'UNOPS pourra rejeter au cours de l'examen préliminaire toute soumission qui ne respectera pas les conditions fixées dans le présent AO, sans autre consultation du soumissionnaire concerné.

Les soumissions qui seront incomplètes, frivoles, manifestement non concurrentielles ou qui contiendront des dérogations ou des réserves significatives par rapport aux conditions du Contrat pourront, à la seule et entière discrétion de l'UNOPS, être rejetées ou exclues de tout examen supplémentaire à tout moment en cours d'évaluation, y compris postérieurement à l'examen préliminaire.

33. EXPLICATION DES SOUMISSIONS

L'UNOPS pourra demander des explications ou des informations supplémentaires par écrit aux soumissionnaires à tout moment au cours de la procédure d'appel d'offres. Les réponses des soumissionnaires ne devront contenir aucune modification du contenu ou du prix de leur soumission.

L'UNOPS pourra utiliser lesdites informations pour interpréter et évaluer les soumissions concernées mais n'aura aucune obligation d'en tenir compte.

34. CRITERES D'EVALUATION

CRITERES D'EVALUATION PRELIMINAIRE

Critères	Méthode d'Evaluation
Conditions d'éligibilité	
Registre de Commerce pour les entreprises ou Statuts pour les ONGs.	Oui/Non
Etats financiers pour fin 2014	Oui/Non
Agrément des TPI en cours de validité pour les entreprises ou Agréments (Ministère de l'Economie nationale, du plan, des ITPR ou du développement rural en cours de validité) pour les ONGs	Oui/Non
Affiliation INSS (attestation de régularité)	Oui/Non

Compte Bancaire : disposé d'un compte bancaire courant ayant comme intitulé du compte la structure (PME ou ONGD)	Oui/Non
Le(s) pouvoir(s) de signature ou une copie dûment signée donnant autorité au(x) signature(s) de la soumission (voir annexe 8)	Oui/Non
Critères de recevabilité	
La soumission doit être déposée dans le délai spécifié	Oui/Non
La soumission par courrier doit comporter le nombre d'exemplaires exigés (1 original et 1 copie)	Oui/Non/NA
La soumission doit comporter les mentions exigées sur l'enveloppe (Enveloppe unique Extérieure) et les deux enveloppes intérieures (technique et financière séparées)	Oui/Non
La soumission comportant les documents surchargés ou falsifiés sera réputée nulle	Oui/Non
Offre est complète muni des tous les Annexes I à XI	Oui/Non
Le remplissage du vendor form et l'enregistrement dans UNGM est une condition d'attribution du contrat.	Oui/Non

Critère d'Evaluation technique

Seules les offres techniques conformes aux conditions préliminaires seront considérées pour l'évaluation technique :

L'Evaluation technique utilisera la méthode des points selon le critère. Le seuil de conformité est fixé à 70/100 pour être considérée pour que l'offre la moins disante soit retenue pour l'attribution du contrat, si non, on passera à la deuxième moins disante ainsi de suit.,

Critères	Notes
Références techniques (30)	
Avoir Trois (3) Références/Réalisations spécifiques de l'entreprise dans les travaux de Construction ou de Réhabilitation de Bâtiment ,ces 3 dernières années (certificats de réception à annexer). 10 points par références	/30
Equipe du projet proposée (qualification et compétence personnel clé) 30	
<u>Directeur de Projet :</u> Avoir au minimum un diplômé d'études supérieures en ingénierie ou économie et une expérience avérée d'au moins 3 ans dans la gestion des contrats des travaux de construction ; (10 points) Avoir déjà géré avec succès au moins un contrat de travaux de construction en milieu.	/10
<u>Chef de Chantier :</u> Avoir au moins un diplôme d'ingénieur technicien en TP, d'ingénieur de génie civil ou rural avec au moins 5 ans	/10

d'expérience dans la construction des Batiments (10 points)	
<u>Deux Chefs d'Equipe ou contre maitre :</u> Avoir suivi une formation des chefs d'équipe et avoir au moins un niveau d'ouvriers qualifiés ou spécialisés avec au moins 6 ans d'étude post primaire ; Avoir au moins cinq expériences dans les travaux des batiments et avoir au moins trois ans d'expérience en qualité de contre maître principal en milieu rural.(2x5 points)	/10
Moyens matériels proposés(10)	
Matériel et outillage essentiels requis : (,5) pelles, (1)bétonnière, (1) vibreur, (2) marteau masse, (3) brouettes, (2) rubans de 30 m, (5) bèches, (5) dames à main et matériels de peinture.	/10
Description générale des méthodes proposées (20)	
Faire une description claire, précise et cohérente de l'approche méthodologique envisagée pour l'exécution des travaux et plus particulièrement de l'approvisionnement continu du chantier, des méthodes et procédés de construction proposés en fonction des moyens techniques ; Mauvais (M)=0 point ; Passable (P)= 5points ; Assez bien (AB) : 10 points et Bien (B)=20 points	/20
Programme préliminaire Planning détaillé/délai d'exécution Conforme à l'ITB (10)	
Fournir un planning détaillé des travaux conforme au délai d'exécution indiqué ci-dessous au paragraphe 7.1, à l'approche méthodologique et aux moyens disponibles ;(conforme =10 points et non conforme = 0 point) ;	/10
TOTAL	/100

Critères d'évaluation financière

L'évaluation financière des soumissions ne devra être effectuée que pour les seules soumissions jugées techniquement conformes et sera faite de la manière suivante :

- Le cadre de devis quantitatif sera utilisé pour corriger les devis
- Pour chaque item le total est obtenu en multipliant la quantité par le prix unitaire
- En cas d'écart, le devis corrigé sera utilisé pour l'évaluation
- L'offre la moins disante sera considérée pour l'évaluation finale et vérification des références
- L'offre financière la moins disante des offres substantiellement conformes fera l'objet d'une demande de justification, à la satisfaction de l'UNOPS, si elle est inférieure de plus de +10% par rapport au devis de référence. Elle sera écartée si la justification est jugée insuffisante et Inopportune et si elle est inférieure à -10%

PRESRIPTIONS TECHNIQUES ET DESSINS

I.1 MEMOIRE DES TRAVAUX

Identification

Province : Katanga

Zones de Santé : Kabalo , Nyemba et Nyunzu

Centres de Santé : Kabanda , Lambo Katenga et Lengwe.

Intervention : Reconstruction des batiments , parachevement du centre de sante de Lengwe , construction Blocs Sanitaires.

Les travaux de Construction comprennent outre les spécifications techniques contenues dans le CPT et les clauses ci-haut :

- Installation du chantier / Repli chantier
- Démolition et travaux préparatoires
- Terrassement
- Bétons armé et non armé
- Maçonnerie de fondation et d'élévation
- Charpente en bois
- Couverture en tôles galvanisées
- Faux plafonds en multiplex
- Menuiseries en bois et métalliques
- Revêtements sols et murs
- Peinture
- Plomberie et sanitaires
- Le nettoyage du site

I.2 Prescriptions techniques

CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : OBJET DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

- Le présent cahier des prescriptions techniques a pour objet La reconstruction des centres de sante de Kabanda et Lambo Katenga ainsi que le parachevement du centre de sante de lengwe dans la Province du Katanga.

Article 2 : INFORMATIONS PARTICULIERES

- Avant la signature du marché, l'entrepreneur devra s'assurer, à ses frais par la visite des lieux, de la nature et du volume des travaux décrits dans le mémoire des travaux, le bordereau quantitatif et ce cahier des prescriptions techniques.

La réception provisoire sera prononcée à la fin de la période contractuelle, dans la mesure où les travaux seront, effectivement, terminés et la réception définitive interviendra à la fin de tous les travaux faisant l'objet du contrat.

Article 3 : PROGRAMME DES TRAVAUX

Dans le délai de 7 jours à partir de la réception de la notification de l'approbation du marché, l'Entrepreneur devra soumettre à l'Ingénieur de l'UNOPS son programme définitif de travaux en vue de son approbation.

Ce programme devra comprendre les pièces suivantes :

- Une note sur l'installation générale du chantier ;
- Un planning détaillé des travaux et du personnel ;
- Un état détaillé des matériels devant être utilisé sur le chantier comportant pour chaque engin, ses caractéristiques, son état et les périodes d'utilisation;
- .

Article 4 : CAHIER DE CHANTIER

L'attributaire devra tenir à la disposition de l'Ingénieur de l'UNOPS, outre les fiches techniques, un cahier de chantier destiné à recevoir toutes les observations et remarques de l'UNOPS.

Dans ce cahier de chantier, l'entrepreneur devra inscrire, au jour le jour, tous les renseignements permettant de suivre l'avancement des travaux; les rubriques à remplir seront déterminées par l'Ingénieur de l'UNOPS

Un cahier triplicata est nécessaire. L'original sera retiré par l'Ingénieur de l'UNPOS (après visa), le double laissé à l'Entreprise et la souche restant en permanence sur le chantier

Article 5 : INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER

Les prestations et charges relatives à l'installation et repli du chantier incombent à l'entrepreneur. L'installation et le repli du chantier seront faits dans le respect de l'environnement.

Article 6 : SUSPENSION DES TRAVAUX

L'Ingénieur de l'UNPOS pourra prescrire par ordre de service la suspension des travaux du fait d'intempéries exceptionnelles ou pour toute autre raison s'il estime que la pérennité de l'ouvrage est remise en cause ou que les travaux réalisés par l'entrepreneur ne répondent plus à l'objet du contrat.

En cas de suspension des travaux pour cause incombant à l'entrepreneur, ce dernier sera seul responsable des conséquences de cette suspension.

Article 7 : PRESCRIPTION RELATIVES A LA CIRCULATION

En plus des dispositions rappelées dans les conditions générales de l'UNOPS, l'entrepreneur devra se conformer entièrement aux ordres de l'Ingénieur de l'UNOPS en matière de signalisation de chantier.

Article 8 : TRANSIT

La possibilité de transit devra être assurée pendant toute la durée des travaux à tous les véhicules sans préjudices aux travaux exécutés.

Chapitre II. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES

Tous les matériaux employés doivent être de meilleure qualité et exempts de tous les défauts capables de compromettre la solidité, l'apparence, la durabilité, la performance ou la fonctionnalité des ouvrages.

Avant de les mettre en œuvre, l'Entrepreneur fournira à l'agrément de l'Ingénieur UNOPS, un échantillon des matériaux qu'il se propose de mettre en œuvre. Les matériaux réellement employés sur le chantier doivent être de même qualité et composition que les échantillons retenus.

1. INSTALLATION DE CHANTIER ET REPLI DE CHANTIER

1.1. Installation de chantier

L'entrepreneur prend à sa charge toute démarche et frais pour l'aménagement avant les travaux d'une baraque constituant le bureau de chantier. L'entrepreneur aura à sa charge la réalisation des installations des chantiers et leur entretien en cours d'exécution (accès, aires de stockage des matériaux et matériels, magasins, réserves d'eau etc....).

Seront également supportés par l'entreprise, les travaux de remise en état des plates formes et terrains dont les dégradations seraient imputées au trafic du chantier et l'évacuation des débris vers la décharge publique.

1.2 Panneau de chantier

À front de rue, l'entrepreneur fait placer à ses frais, un panneau où figurent les indications relatives à l'ouvrage suivant les instructions qu'il obtiendra auprès du projet ou de l'Ingénieur UNOPS.

1.3 Protection du chantier

L'entrepreneur doit prévoir et rendre effective toutes les mesures de sécurité suivant les normes édictées par la protection du travail et cela durant toute la durée des travaux.

1.4 Terrassementsgénéraux

- La terre arable est enlevée jusqu'au bon sol toutes les parties du terrain destinée à former l'assiette des ouvrages.
- L'attribution prend toutes les dispositions utiles pour que des éboulements ne se produisent pas en cours de travaux. Les remblais sont exécutés par couches de 15cm de terres humidifiées puis damées (compactés).

1.5 Tracés des ouvrages

L'entrepreneur procédera à l'implantation générale des ouvrages à construire, suivant les plans d'architecture en présence de l'Ingénieur UNOPS. Le tracé des ouvrages incombe à l'entrepreneur. L'Ingénieur UNOPS vérifiera et approuvera ces opérations. Les implantations feront l'objet d'un procès-verbal établi au fur et à mesure de leur contrôle par l'Ingénieur UNOPS et seront communes pour tous les bâtiments (càd Tous les entrepreneurs procéderont ensembles à des opérations d'implantation des bâtiments simultanément).

L'Entrepreneur est responsable des erreurs commises.

1.6 Fin des travaux

Les travaux ne sont considérés comme achevés complètement qu'après le nettoyage du chantier et après que les ouvrages aient été mis en état d'être utilisés par leur destinataire.

Les locaux ou terrains qui ont servi au chantier sont mis en parfait état de propreté et le site aménagé dans le respect des normes environnementale..

2. DÉMOLITIONS

2.1 Démolition des constructions

La démolition des parties ou des constructions existantes est effectuée avec toute précaution pour ne pas endommager les structures adjacentes qui seront intégrées dans la nouvelle construction. En cas de destruction affectant la stabilité de l'ancienne structure, l'entrepreneur devra procéder à des corrections avant la poursuite des travaux et c'est après approbation de l'UNOPS

2.2 Démontage des installations

L'entrepreneur vérifiera toutes les autres ouvrages ou partie de l'ouvrage en place pour opérer avec soin. La démolition devrait être agréer par l'UNOPS.

2.3 Evacuation des décombres

Tous les matériaux provenant des démolitions et qui ne sont pas destinés à être réemployés seront évacués à la décharge publique par l'Entrepreneur sur avis de l'Ingénieur UNOPS.

3.TERRASSEMENTS GENERAUX POUR LES OUVRAGES - FONDATIONS

3.1 Décapage

Avant l'implantation de l'ouvrage pour les travaux neufs, le terrain sera préparé afin de commencer les travaux sur une aire libre de tout arbre, souches, broussaille, détritux végétaux ou minéraux abandonnés sur les lieux.

3.2 Fouilles pour fondation

Les fouilles ou rigoles pour les fondations seront en tout état de cause descendues jusqu'au bon sol et à une profondeur d'au moins 0.60 cm sous terrain après terrassement général.

Les dimensions des fouilles seront définies sur le plan de fondation à fournir par l'entrepreneur avant le démarrage des travaux.

Les fonds de fouilles sont dressés horizontalement arrosés, et damés soigneusement. Les fonds de fouilles doivent toujours faire l'objet d'une réception par l'Ingénieur UNOPS avec procès verbal ou inscription sur cahier de chantier.

Il est strictement interdit à l'Entrepreneur d'exécuter des fondations ou de fermer les fouilles avant de les avoir fait réceptionner par l'Ingénieur UNOPS. Il est strictement interdit de remblayer les fouilles descendues trop basses, mêmes en damant soigneusement, à l'insu du l'Ingénieur UNOPS.

En cas d'emploi d'engins mécaniques, les mesures doivent être prises pour qu'en dessous du niveau définitif des fonds de fouilles, les sols ne soient pas défoncés et que leur cohésion reste parfaite.

3.3 Déblais

Les terres provenant de déblais peuvent être conservés pour réemploi éventuel en remblais, pour autant que ces terres répondent aux caractéristiques des terres de remblais.

3.4 Remblais des fouilles

Après exécution des ouvrages en fondation, il sera procédé aux remblais à l'aide des produits des déblais de bonne qualité, au besoin expurgés de tout élément végétal.

Le remblayage s'effectuera par couches successives horizontales d'une épaisseur de 20 cm maximum.

Chaque couche sera soigneusement arrosée et compactée à l'aide de dames d'un poids minimum de 25 Kg.

L'emploi de dames en bois est formellement interdit et le tassement à l'eau n'est pas permis.

L'entrepreneur devra tenir compte des tassements éventuels du terrain et y remédier soit par remblais excédentaires, soit par rechargement.

3.5 Mur de fondation

Les murs de soubassement des fondations seront exécutés soit en moellons de bonne quantité exempte des matières terrestres ou en blocs pleins.

L'Ingénieur de l'UNOPS peut autoriser la démolition de tout ouvrage construit contrairement à la prescription ci-dessus, les frais de la réparation y découlant sont entièrement à la charge de l'entrepreneur.

4. BETON

4.1 Généralités

Les matériaux à utiliser dans le béton armé doivent être exemptes de matières terreuses ou autres susceptibles de nuire à l'adhérence. Dans cette catégorie nous citons le gravier et le sable. L'Ingénieur UNOPS est habilité à détruire tout ouvrage en Béton ou Béton Armé exécuté contrairement à la prescription ci-dessus au frais de l'entrepreneur.

4.2 Béton non armé

4.2.1 Béton de propreté

Le béton de propreté sera coulé sur une épaisseur indiquée sur les plans. Un minimum de 5 cm et un maximum de 10 cm sont pressentis pour cette épaisseur.

Le dosage du béton de propreté répondant à celui pour le béton de type prévu pour ouvrage non armés, s'établit comme suit pour chaque mètre cube :

- 150 Kg/m³ suffisant de ciment
- 400 litres de sable et
- 800 litres de pierrailles de granulométrie

Le béton de propreté sera réalisé sous toutes les sous-faces des murs de fondation, longrines, radiers, regards des eaux usées et eaux vannes ainsi que de manière générale, sous tous les ouvrages dont la base est en contact avec le sol.

4.2.2 Béton de sous-pavement

L'épaisseur du béton est de ± 10 cm. Il est coulé sur le remblai compacté, non végétal ; il est damé après mise en place. La face supérieure du béton est parfaitement nivelée ou dressée.

Le dosage du béton de sous-pavement s'établit comme suit :

- 250 Kg de ciment
- 400 l de sable
- 800 l de pierrailles 8/15 mm

5. BÉTON ARMÉ

5.1 Dosage du béton armé

Le dosage du béton armé, pour tous les ouvrages en béton armé s'établit comme suit pour chaque mètre cube de béton :

- 350 Kg de ciment
- 400 litres de sable et
- 800 litres des pierrailles de granulométrie
- Les ferraillages seront donnés par les plans d'exécution de l'entreprise

5.2 Malaxage

Le béton est malaxé le plus près possible du lieu d'emploi, sur des surfaces propres, humides, exemptes d'eau, et jamais sur la boue ou de la terre sèche.

5.3 Dispositions relatives aux coffrages

Les coffrages sont contreventés et raidis par étaçons, en vue de résister sans déformations appréciables et sans l'aide du béton en exécution, aux tensions sur la construction, y compris la pression du vent, le poids propre et le poids propre du béton.

Ils doivent présenter une étanchéité suffisante. Si le béton armé présente des déformations importantes après coulage, il doit être démoli et reconstruit aux frais de l'entrepreneur. Un soin particulier doit être apporté à l'exécution des coffrages qui doivent être conçus de manière à ne subir aucune déformation par suite de la vibration du béton.

D'autre part, les coffrages doivent être jointifs pour ne pas laisser couler la laitance du ciment, phénomène qui risque de s'aggraver à la suite de l'utilisation des vibreurs mécaniques.

Les soubassements seront arasés au niveau des longrines basses pour les surfaces découvertes, toutes les précautions seront prises au cours de la pose du coffrage et pendant le coulage du béton, pour que les parements présentent au décoffrage une surface dressée et un aplomb rigoureux.

Il est entendu que si cette prescription n'est pas respectée, l'entrepreneur devra sans supplément corriger cette malfaçon et la faire approuver par l'Ingénieur UNOPS.

5.4 Mise en œuvre

Toutes les surfaces reprises doivent être nettoyées et humidifiées auparavant. Le béton est mis en œuvre immédiatement après mélange et avec toutes les précautions nécessaires, pour éviter toute détérioration due aux pertes de temps ou pertes d'eau, au facteur eau-ciment et à la main d'œuvre

employée à la confection des ouvrages en béton armé. Le béton armé ne peut tomber dans le coffrage d'une hauteur libre de plus de 1 m.

Si une telle chute ou une plus grande est nécessaire, il sera fait usage d'une gouttelette ou d'un tuyau placé avec pente de ½.

Les coffrages sont légèrement frappés à coups de marteau en vue de libérer les bulles d'air vers la surface. Le béton coulé sera arrosé fréquemment jusqu'à l'âge de 15 jours.

5.6 Décoffrage

Les ouvrages en béton ne peuvent être décoffrés avant que le béton n'ait atteint le durcissement suffisant. Il faut attendre au moins 15 jours avant de décoffrer les éléments coulés.

Après décoffrage, les parois en béton ne doivent présenter aucun défaut compromettant la résistance et/ou la solidité (c'est-à-dire nids de gravier, armatures apparentes ou insuffisamment enrobées). Dans pareils cas, les reprises sont indispensables avec ragréage au grain de riz.

5.7 Colonnes, Poutres, Linteaux en béton armé

Les colonnes, chaînages, consoles, poutres et linteaux sont réalisés en béton armé. Ils sont coulés sur place. Selon les facilités apportées dans l'exécution par l'entrepreneur, ces coffrages peuvent être métalliques ou en bois. Leur béton est dosé à 350 kg/m² de ciment CPA.

5.8 Eau de gâchage

Les eaux destinées au gâchage des bétons et mortiers ne devront pas contenir de matières en suspension, de sels dissous et de déchets industriels au-delà des normes usuelles en RDC. En cas de doute, l'Ingénieur de l'UNOPS pourra prescrire des analyses nécessaires au frais de l'entrepreneur par un laboratoire agréé.

6. MAÇONNERIE

6.1 Tolérances

Les plans sont cotés pour les maçonneries.

Le non respect des tolérances, en ce qui concerne les baies des fenêtres et des portes, entraîne le refus du travail.

Ces tolérances sont, par rapport aux dimensions nominales : 10 mm en plus ou en moins.

6.2 Mise en œuvre

Les murs sont d'aplomb, de niveau et droits. L'avancement de la maçonnerie se fait uniformément d'aplomb et de niveau.

L'épaisseur des joints est de 1 cm Les joints sont verticaux et alternés.

Les maçonneries à enduire sont exécutées à joints ouverts d'une profondeur de 1 cm. Le mortier utilisé a la composition ci-après : 250 kg de ciment par mètre cube de sable. Les reprises, après arrêt, se font sur maçonnerie nette, nettoyée et humidifiée.

Les faces extérieures sont selon les cas à rejointoyer pour la maçonnerie des briques cuites ou à enduire pour celle en bloc de ciment.

6.3 Mur extérieur et intérieur

Les murs sont réalisés en briques cuites de 15 x 15 x 28

Les tolérances pour l'implantation et les dimensions des baies de fenêtres et de portes sont de 1cm.

7. TOITURE ET FAUX-PLAFOND

7.1Ouvrages en bois

Les éléments de la toiture qui sont réalisés en bois doivent être conformes aux normes, recommandations et prescriptions prévues pour les travaux de menuiserie en RDC.

7.2Défauts

Avant le lattage ou le voligeage, l'entrepreneur s'assure que le dessus du chevronnage est exempt de creux ou de renflement. S'il en existe ou s'il se présente d'autres défauts nuisant à la planéité des versants, il est tenu de les faire disparaître.

7.1 Accessoires

La pose des éléments de couverture de la toiture comporte tous les accessoires et sujétions de fixation et d'étanchéité suivant le type de couverture.

7.3Pose des éléments

La pose des éléments est faite en partant du bas vers le faîtage, lorsque la toiture est à recouvrement. Pour les toitures à deux versants avec faîtières, les lignes de travées doivent coïncider exactement pour permettre un bon placement des faîtières. Le sens de la pose se fait dans le sens de la direction du vent.

7.5Charpentes

La section des éléments est conforme au plan (madrier 8/15 et chevrons 7/7).

La charpente est solidement fixée à l'armature de la poutraison au moyen des fers plat de 25 x 2 ou des fers ronds de 8 mm de diamètre, suivant les dispositions conformes aux normes en vigueur en RDC.

L'emploi au feuillard est strictement défendu.

7.6Gîtage

Les gîtages de rives se placent à 3 cm au minimum et 5 cm au maximum des murs et sont calées contre ceux-ci. Les gîtages sont solidement étré sillonnées pour assurer une rigidité parfaite.

7.7 Couverture et Faîtière

La pente minimale est de 20%. Les couvertures devront être réalisées en tôles ondulées galvanisées de la qualité de BG 28 fixées sur des pannes en bois. Commencer la pose à l'opposé des vents de pluie dominants, et du pied de versant en remontant vers le faîtage.

Les assemblages de 7x15 cm seront à effectuer par clivage par clous de 10cm au minimum. La faîtière à employer sera de la même qualité que la couverture

7.8 Faux-plafond

L'entrepreneur devra exécuter le faux-plafond en stricte conformité avec les plans.

Les faux-plafonds sont en feuilles des timberites épaisseur 4 mm ou en contreplaqués de 5mm d'épaisseur. L'amiante de ciment est strictement interdit pour les constructions nouvelles.

8. MENUISERIE

8.1 MENUISERIE EN BOIS

8.1.1 Exécution et mise en œuvre

Toutes les menuiseries sont exécutées suivant les règles de l'art. Pour les menuiseries en bois à vernir, une couche de protection est appliquée sur toutes les surfaces des menuiseries extérieures avant la pose.

8.1.2 Traitement du bois

Les contreplaqués employés à la fabrication des portes intérieures doivent avoir été collé au moyen de produits contenant des agents de protection contre l'attaque des insectes.

Les bois massifs sont protégés avant montage par immersion totale dans un bain de produit approprié de première qualité. La durée du trempage doit permettre une imprégnation de 200 grs minimum de produit par m² de face vue.

8.1.3 Prescriptions communes à tous les ouvrages en bois

Tous les bois utilisés doivent être du bois tropical de charpente ou de menuiserie avivé sur quatre faces, bien secs et ayant au moins une vieillesse d'abattage de six (6) mois. Ils devront être droits de fil, exempts de piqûres, de brûlures, de gerces dues au retrait, de pourritures, de dégâts etc... Ils

seront sciés de vives arêtes. L'entreprise tiendra compte dans la mise en œuvre, des distances réglementaires pour le feu.

Les essences de bois à utiliser pour les charpentes et menuiseries sont le MUFULANGOMA et le LUSANGA les autres essences usuelles dans la province du Katanga. On ne peut utiliser qu'une seule essence pour une même catégorie d'ouvrage. L'emploi de bois divers est strictement défendu.

Stockage : les bois approvisionnés sur chantier sont stockés dans des endroits à l'abri de l'humidité et du soleil.

8.1.4 Portes en panneaux

Les portes en bois seront en panneaux. Elles doivent être fabriquées d'une manière rigide, le constructeur veillera spécialement à éviter tout voilement.

Chaque porte reçoit trois solides charnières qui sont fixées par des vis appropriées.

8.1.5 Quincaillerie et serrureries

Les objets de quincailleries et de serrureries seront d'un label de bonne qualité et doivent répondre aux exigences des normes en la matière. Un échantillon de chaque modèle à poser sera soumis à l'appréciation et à l'approbation préalable l'Ingénieur UNOPS.

Les quincailleries et serrureries sont comprises dans le prix proposé par l'entrepreneur.

Les serrures et poignées de portes, consistent en des serrures à larder ou à mortaiser. Elles sont entièrement noyées dans le support des portes iso planes ou métallique selon le cas. Des serrures en applique ou entaillées peuvent être utilisées pour les toilettes extérieures.

Les ferrures de rotation consistent principalement en paumelles métalliques à bois, dont les lames de grande longueur sont percées chacune de quatre (4) trous pour vis, pour assurer une bonne liaison avec le bois.

Il est prescrit l'utilisation de paumelles en acier laminé, plus robustes que les paumelles en acier roulé, ou bien de paumelles électriques.

Toute la quincaillerie sera mise en place avec le plus grand soin. Les entailles nécessaires auront la profondeur voulue, pour ne pas altérer la force du bois. Elles présenteront les dimensions précises de la ferrure en largeur et en longueur et seront exécutées de façon à ce que la quincaillerie affleure exactement les bois, cela est ainsi valable pour la quincaillerie dans la menuiserie métallique ou après pose. Toutes les égratignures dues à la soudure devront être nettoyées et poncées afin de rendre la surface plane lisse.

Chaque serrure comportera trois (3) clefs à fournir par l'entreprise. De toutes les clefs livrées, aucune ne doit pouvoir ouvrir une autre porte que celle pour laquelle elle est destinée.

La pose se fait à double mastic, après fixation par pointe à goupille ou à baguette.

Dans les châssis mobiles, les verres sont collés du côté du pivot. Tout verre fendu par une pointe doit être remplacé.

Le vitrier ne dépose jamais son mastic sur l'acier et sur les planches, pavements ou sur tout objet susceptible d'être tâché. Son travail achevé, il prend soin d'évacuer les décombres hors des lieux de mise en œuvre. Epaisseur requise pour les verres : 5 mm.

8.2 MENUISERIE METALIQUE

- Tous les matériaux employés pour la fabrication des cadres pour portes et fenêtres, doivent être conformes aux normes en vigueur en R.D.C
- Les profilés seront de formes régulières et bien droites.
- Ils ne seront assemblés par soudures qu'aux points d'assemblage.

En aucun cas ils seront assemblés bout à bout en vue d'obtenir une pièce entière.

L'Ingénieur UNOPS se réserve le droit de refuser les matériaux entamés par la corrosion ou ne remplissant pas les conditions ci-dessus.

L'entrepreneur en assume toute la responsabilité en vue de les remplacer.

9.ENDUIT ET CHAPE

9.1Préparation du support

La préparation comprend obligatoirement les travaux suivants :

- l'enlèvement des impuretés,
- l'enlèvement des clous, des éléments de construction mal fixés et tout corps étranger,
- le décapage des matériaux dépassant le plan du parement,
- le bouchage des trous existants dans les parements,
- l'humidification du support par aspersion d'eau, sauf s'il est suffisamment humide,
- le bouchardage des surfaces trop lisses,
- le grattage des joints souillés ou peu résistants,
- le remplissage et le recouvrement par des bandes adhésives des joints entre différents matériaux.

Les échafaudages doivent être placés sans enlever les matériaux du support. Aucun trou ne peut être pratiqué à cet effet dans les murs et parois sans l'autorisation l'Ingénieur UNOPS; de tels trous ne sont admis que dans des cas exceptionnels.

Les réparations doivent être strictement invisibles.

9.2Composition des mortiers

Les compositions des mortiers à employer sont les suivantes :

- Mortier n°1, de ciment pour maçonnerie : 250 kgs de ciment par m³ de sable,
- Mortier n°2, de ciment pour enduits intérieurs : 300 kgs de ciment par m³ de sable,
- Mortier n°3, de ciment pour enduits extérieurs : 350 kgs par m³ de sable
- Mortier n°4, de ciment pour enduits de pavements et plinthes : 400 kgs de ciment par m³ de gravier passant au tamis à mailles de 5 mm de côté et refusant au tamis d'un millimètre de côté.

9.3Mise en œuvre

L'enduit est projeté à la truelle sur le support humide, puis dressé à la latte. L'enduit a une épaisseur totale de ± 15 mm. Il est appliqué en deux couches de même composition.

L'entrepreneur doit effectuer avec le plus grand soin les réparations nécessaires après le passage des corps de métier qui le suivent et des fissures éventuelles constatées pendant la période de garantie fixée à un an à dater de la réception provisoire ou de l'occupation de l'immeuble.

9.4 Mortier pour enduit

Les maçonneries extérieures reçoivent un enduit au mortier de ciment. Le sable utilisé pour la fabrication du mortier doit être exempt de matière terreuse.

9.5 Enduit projeté écrasé ou taloché

L'enduit constitué de mortier n°4 est projeté par appareil à une distance plus ou moins grande suivant la grosseur du grain souhaité. L'appareil à moteur ou « canon » est à préférer à l'appareil manuel.

9.6 Chape

a. Généralités

La chape de revêtement de sol a une épaisseur de ± 4 cm et de toute manière celle nécessaire pour atteindre le niveau prescrit.

b. Béton lissé

Le béton de pavement en ciment lissé est coulé sur l'épaisseur égale de remblai, sous forme de damier de 80 cm de côté. Il est tiré à la règle de manière à obtenir une surface plane. Le pavement fini doit présenter l'aspect des carreaux en béton coulés avec les joints d'1 mm.

Le sable et gravier à utiliser dans la fabrication du béton doivent satisfaire aux conditions exigés pour le béton armé.

10. ASSAINISSEMENT ET SANITAIRE

10.1 Généralités

a) Assainissement

Les travaux d'assainissement comprennent l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'acheminement et à l'évacuation des eaux de toutes natures, soit vers le réseau d'assainissement, soit vers les fosses septiques et puits perdus. Les travaux comprennent toutes les canalisations intérieures et extérieures aux bâtiments, y compris tous les travaux préparatoires (terrassment...). Les travaux prévus sont exécutés dans les règles de l'art et avec soin. Les raccords, soudures, branchements doivent être esthétiques. Les sections indiquées sont maximales, l'attributaire sous sa responsabilité, doit réaliser une installation répondant aux remarques l'Ingénieur UNOPS.

b) Sanitaires

L'Attributaire doit fournir les installations complètes en ordre de marche et établies conformément aux règles de l'art et aux règles en vigueur sans pouvoir à ces deux points de vue considérer comme limitatives pour ses fournitures et installations, les indications contenues dans le présent document, notamment :

- la fourniture de tous les appareils en état de marche y compris les accessoires,
- les scellements et fixations de tous les appareils,
- les fournitures et la pose des fourreaux de protection des tuyauteries dans les traversées de maçonnerie, ou éventuellement de béton,
- la peinture anti-rouille de toutes les parties métalliques non galvanisées,
- la fourniture et mise en place, raccordement des siphons de sol destinés à recueillir les eaux de lavage ou de vidange des blocs sanitaires et des autres locaux,
- liaisons équipotentielle des canalisations.

c) Mise en œuvre du matériel et des matériaux

Les appareils ou dispositifs brevetés qui sont employés par l'attributaire n'engagent que sa seule responsabilité pour tout préjudice pouvant être causé dans l'exécution ou la jouissance de l'installation par les poursuites dont l'attributaire pourrait être l'objet du fait de l'emploi abusif de dispositifs ou d'appareils brevetés.

10.2 Appareils sanitaires

a) Lave-mains (lavabo)

Le lave-mains est de dimension 60x50x25cm avec trop plein, en porcelaine vitrifiée de couleur blanche ou jaune d'œuf, posé sur consoles en fonte émaillée, avec robinet en cuivre chromé, très solide et parfaitement étanche, fixé sur le lave-mains même y compris essuie main et Miroirs (60x60) à bords biseautés posés avec vis et caches vis chromés . Il est prévu deux savonnières. La crépine a 45mm de diamètre intérieur. Son axe est à 15 cm du mur. Le lavabo est placé sur deux consoles en métal émaillé.

La fixation ne peut laisser aucun jeu entre le lavabo et le mur contre lequel il s'applique et toute personne adulte (80 kgs) doit pouvoir s'asseoir lourdement et aisément sur le lavabo sans l'ébranler.

La chaînette est en laiton chromé et la bande en caoutchouc. La crépine est en laiton chromé ou en acier inoxydable. Le raccordement de la décharge se fait avec un écrou en laiton.

b) W.C. à l'anglaise et à la turque

Fourniture et pose W.C à l'anglaise et à la turque en quantité prévue. W.C. en porcelaine vitrifiée blanche comprenant tous les accessoires de fonctionnement y compris un porte-papier en laiton chromé avec couvercle, type à appliquer 10cm, avec vis de fixation.

c) Bac de douche

Le bac de douche est en tôle émaillée de forme carrée 80x80cm, sa profondeur est de 18cm environ comprenant tous les accessoires de fonctionnement y compris un porte savon. La crépine est en laiton chromé.

d) Urinoir

Fourniture et pose d'urinoir en quantité prévue en porcelaine vitrifiée de couleur blanche comprenant tous les accessoires d'installation et de fonctionnement y compris les raccordements aux réseaux.

e) Evier

Fourniture et pose d'évier en quantité prévue en inox comprenant tous les accessoires d'installation et de fonctionnement y compris les raccordements aux réseaux.

10.3 Fosse septique + puits perdu

La fosse septique et le puits perdu sont en maçonnerie de blocs de 20 et 15 ; et en béton armé répondant aux exigences prévues et en vigueur. L'enduit intérieur est en mortier type et l'étanchéité de la fosse est faite par application d'un produit bitumineux de type RC2. Le filtre sera en gravier de granulométrie adéquate. La fosse, le puits perdu et le réseau seront raccordés entre eux par des tuyaux en PVC. Les équipements seront conformes aux plans types.

11. ELECTRICITE

11.1 Généralités

L'entrepreneur fournira un schéma complet de raccordement avant le démarrage des travaux, lequel sera approuvé par l'Ingénieur UNOPS.

L'installation sera conforme à la dernière édition de règlement technique édité par l'Union des Exploitations Electriques.

Les qualités d'une bonne installation électrique sont :

- fonctionnement correct à la satisfaction de l'utilisateur ;
- absence de risque d'électrocution, d'incendie ou d'explosion ;
- accessibilité, entretien, dépannage, remaniement et extension possibles et facile ;
- économie d'exploitation.

11.2 Points lumineux et prises de courant

Les appareils sont fournis complètement équipés.

Les interrupteurs à encastrer seront à 120 cm au-dessus du pavement tandis que les prises à encastrer seront à 50 cm au-dessus du pavement.

Une logette réglementaire sera construite par l'Entrepreneur à un emplacement à déterminer du côté d'arrivage du câble d'alimentation.

11.3 Armoires et tableaux compteurs

Préparation de supports bois : bossage, rebouchage ; ponçage, masticage et autres sujétions avec son coupe-circuit de branchement.

La distribution du courant lumière est à faire dans des fourreaux, y compris les boîtes de dérivation et les sondes.

11.4 Echantillonnage

Avant toute pose, l'entrepreneur devra fournir à l'Ingénieur UNOPS un échantillon complet des fileries, fourreaux, points lumineux, armoires, prises etc., pour appréciation et agrément.

11.5 Canalisation – Appareils et Matériels

a) Mesures générales

Le tracé des canalisations sous tubes sera établi de manière à éviter que ces tubes ne forment des cuvettes de condensation de l'humidité.

b) Type et placement

Sauf prescriptions plus sévères prévues par les règlements, tous les conducteurs seront du type VOB et placés dans les tubes en matières thermoplastiques. Le tubage de chaque canalisation doit être fixé sur toute sa longueur préalablement à l'introduction des fils. Les croisements des tubes seront évités.

Le passage en coude sous d'autres canalisations est interdit, un pont peut à la rigueur être accepté, pour autant qu'il ne gêne pas la pose du revêtement de sol.

Le tirage des fils se fera par aiguille ou ressort en acier. Les fils et les câbles à tirer seront tous d'une seule pièce (donc sans ligature, ni joint, ni soudure). Il sera laissé une longueur de 40 cm de fil en réserve aux tableaux, de 15 cm aux points lumineux et de 10 cm dans chaque boîte, à chaque interrupteur, prise de courant.

c) Boîtes de jonction de dérivation et de tirage

- **Les boîtes de tirage ou de dérivation**

Les boîtes de tirage ou de dérivation seront de même nature que les canalisations auxquelles elles seront raccordées.

Elles doivent être accessibles et font sur le nu des maçonneries, une saillie qui ne dépassera pas le plafonnage. Les raccords en forme de T et de L sont interdits dans le montage encastré s'ils sont recouverts par un revêtement (crépi, ciment). Les boîtes raccordées aux tubes sous un revêtement et les extrémités libres de ces tubes seront bourrés de papier durant le plafonnage. Il sera prévu, au moins, une boîte de tirage tous les 8m et tous les 3 coudes.

- **Jonctions**

Les jonctions, raccordements ou dérivations sont exécutés dans des boîtes de dérivation ou aux bornes d'interrupteurs ou des prises de courant. Les conducteurs raccordés doivent être serrés

exclusivement entre pièces métalliques ou l'un sur l'autre dans des pièces métalliques. Un bon contact doit être assuré sans que les conducteurs soient endommagés.

- Raccords de conducteurs aux tableaux ou appareils

Le raccordement des fils et câbles aux tableaux et appareils est effectué au moyen de dispositifs assurant en permanence un contact parfait. Les raccords des sections de plus de 10 mm² se réalisent obligatoirement par des souliers de câble ou des terminales équivalents.

- Tubes encastrés

Les canalisations (conducteurs et leurs tubes) seront encastrées et non apparentes, sauf dans les faux-plafonds.

Autant que possible, les canalisations suivent un parcours composé de sections verticales et horizontales et dans ce dernier cas, perpendiculairement aux murs de manière à faciliter le repérage ultérieur de la position des tubes. Les tubes encastrés dans les murs seront protégés sur toute leur longueur par un recouvrement de mortier composé d'une mesure de ciment et trois mesures de sable. Le recouvrement des premiers nommés sera gaufré de manière à faciliter le plafonnage. Ce mortier ne pourra faire saillie sur les nus de maçonnerie de façon à ne pas gêner le plafonnage.

d) Interrupteurs doubles

Tous les interrupteurs sont du type à encastrer. Ils sont de forme carrée en matière synthétique. Ces sont des interrupteurs silencieux à bascule. Unité d'éclairage 220V.

e) Prise de courant

Les prises de courant sont du même type que les interrupteurs monophasé 10/161-250 V.

L'entrepreneur soumet plusieurs modèles de chaque type au Maître d'ouvrage qui en fixe le choix.

f) Points lumineux

- Emplacement des points lumineux

L'emplacement des points lumineux est celui indiqué aux plans et descriptions de l'installation électrique. Si certains emplacements ne sont pas signalés avec précision ou encore si l'emplacement prévu est jugé peu adéquat par l'installateur, celui-ci le signalera à l'Ingénieur UINOPS qui indiquera sur place le nouvel emplacement ou précisera celui-ci.

- Réglette lumineuse à rayonnement libre

Armature câblée avec ballast, starter et douilles.

Tôle de protection.

T.L équipé de 1*40 W

T.L équipé de 2*40 W.

12. PEINTURE

12.1 Généralités

Les vernis et couleurs à employer seront d'une bonne marque et de toute première qualité.

Les faux-plafonds, les murs extérieurs et intérieurs recevront deux couches de peinture latex, teintes à déterminer par l'Ingénieur UNOPS.

Les menuiseries et planches de rive à peindre recevront deux couches de peinture à huile de toute première qualité, les teintes étant déterminées par l'Ingénieur UNOPS.

12.2 Qualités des peintures

L'attributaire doit joindre à sa disposition une notice indiquant la marque, la qualité et le mode d'emploi des produits proposés pour chaque genre d'ouvrage.

Si les produits sont acceptés, il ne sera plus question d'employer d'autres produits sur le chantier. Les produits employés sont livrés sur chantier dans leurs emballages d'origine et fermés. Aucun produit d'une autre marque, diluant ou autre, ne peut être stocké sur le chantier.

Des prélèvements et analyses peuvent être prescrits, à la charge de l'entrepreneur, vérifier la qualité des matériaux employés.

12.3 Mise en œuvre des produits

L'attributaire doit fournir l'ensemble de la mise en œuvre de la peinture à exécuter conformément aux règles en vigueur et aux prescriptions des fabricants des produits, sans pouvoir à ces points de vue considérer comme limitatives pour ces fournitures et leur mise en œuvre, les indications contenues dans le présent document et notamment sur la superposition des matériaux d'origine et/ou de qualités différentes.

12.4 Travaux préparatoires

Fourniture et livraison à pied d'œuvre des matériaux et produits nécessaires à l'exécution de cette prestation :

- préparation des supports enduits : grattage, rebouchage, égrenage, bossage, repassage nécessaire
- protection des sols, plafonds, parois, menuiseries, meubles, agencements, divers,...
- nettoyage des tâches au fur et à mesure des travaux.

12.5 Teinture et ton

Pour le choix de la nuance, l'entrepreneur présentera la carte de ses teintes courantes. Il échantillonne les teintes cassées jusqu'à la complète satisfaction de l'Ingénieur UNOPS.

La mise au point de la nuance se fait exclusivement par le mélange des peintures préparées de même marque et déclarées mixibles par le fabricant ou par l'addition de pigments broyés en pâte portant la marque du fabricant de la peinture et déclarés par lui mixibles à cette peinture. L'addition de tout autre pigment ou colorant est interdite.

12.6Garantie

L'entrepreneur est tenu de décaper et de refaire à ses frais tout ouvrage ou partie de l'ouvrage qui présenterait dans un délai de six (6) mois prenant cours à l'achèvement effectif des travaux de peinture l'un des défauts suivant : cloque, écaillage ou Pélage, fissuration jusqu'au support, altération prononcée de la teinte.

Il en est de même pour les peintures qui présentent avant la fin du sixième mois de leur mise en œuvre, un degré appréciable de farinage.

12.7Peinture sur maçonneries intérieures et extérieures et les faux-plafonds

Après les travaux préparatoires, les enduits sur maçonnerie et faux-plafonds recevront :

- 1 couche de brûlage de fond à la chaux
- 1 première couche de peinture latex ou similaire
- 1 deuxième couche de finition de latex ou similaire

*** Peinture au latex**

Le travail comporte la réparation des trous et défauts au moyen d'enduit à l'eau, le ponçage à sec du support, l'application d'une couche de fond et d'une couche de finition sur les murs et plafonds (intérieurs et extérieurs).

*** Vernis sur bois**

Outre la couche d'imprégnation qui peut être appliquée à l'Atelier, le ponçage à sec, deux couches de vernis de finition sont appliquées après la pose.

12.8Peinturesurmenuisieriemétallique

- Tous les supports métalliques seront nettoyés par grattage et ponçage.
- Le métal ainsi laissé à nu, dépoli, recevra deux couches de minium de fer protecteur, avant toute application de peinture de finition.
- **Les parties en mouvements sont graissées**

13. CARRELAGE

13.1 Qualité et Origine des matériaux

Tous les matériaux utilisés par l'Entrepreneur du présent lot devront être neufs, conformes au bordereau descriptif.

L'Entrepreneur devra soumettre à l'Ingénieur UNOPS pour acceptation les différents échantillons de carreaux, d'éléments de mosaïque conformes aux qualités, formats et teintes prévus au bordereau descriptif. .

Qualités des carrelages :

- faïence « premier choix »
- tous les autres produits manufacturés seront de première qualité,
- choix des teintes dans les palettes proposées.

13.2 **Carreaux de faïence**

Les carreaux de faïence seront constitués par un apport en pâte blanche, dite biscuit dont les constituants de base seront l'argile, le kaolin, des produits siliceux et des fondants et couverture du support par un émail cuit au four et conformes à tout point de vu aux normes en vigueur en RDC.

Les 4 rives de ces carreaux seront adoucies.

Ces carreaux porteront chacun, au verso, pressés en pleine masse, la marque et le nom de l'usine prise comme base de référence.

13.3 **Mise en œuvre des matériaux**

* Revêtements muraux scellés

Les carreaux seront posés à joints droits de 2 mm.

Les joints seront remplis soigneusement avec un coulis de ciment blanc pur de consistance suffisante pour les remplir facilement.

Les rives extérieures des revêtements seront réalisées par des carreaux à bords arrondis.

La pose pourra être effectuée par collage les carreaux, avec une pâte ou mortier, sur un support constitué d'un enduit, frais au ciment, parfaitement dressé.

(Cette dernière solution offrant l'avantage d'obtenir une meilleure étanchéité).

Tout ouvrage ou fourniture non conforme aux modèles déposés et agréés, seront déposés et remplacés à ses frais avec toutes les obligations qui en résulteraient.

* Nettoyage et préparation des supports

- toutes les surfaces concernées par les prestations sont à réceptionner par l'entreprise,
- les temps réglementaires de séchage du support seront respectés suivant les impositions des normes en vigueur,
- un nettoyage parfait des supports est à effectuer avant le début des travaux.
- repiquage d'enduit plâtre d'enduit projeté, lavages, etc.,
- éventuellement les recouvrements de rive d'enduit.

13.3 **Coupes et raccords**

L'entreprise aura à comprendre dans l'exécution de ses travaux, toutes les coupes, percements, entailles et sujétions à la demande, de la disposition des lieux.

Au droit des percements pour passage des canalisations diverses de toute nature, il est précisé à chacun des postes intéressés (plomberie, etc.) la fourniture et la pose des fourreaux isolateurs destinés à assurer l'étanchéité parfaite et permanente de ces passages de canalisation. Il appartiendra à l'entreprise du présent lot de s'assurer de l'existence de ces fourreaux et d'en réclamer éventuellement la fourniture et la mise en place par les intéressés, étant bien entendu qu'elle restera responsable des décollements et accidents qui pourraient survenir dans les revêtements au droit de ces passages.

Les travaux devront comprendre au minimum :

- les tranchés droits ou biais, apparents ou recouverts, percements, etc.,

- les carreaux à bords émaillés, les pièces d'angles (pour angles rentrants ou saillants),
- le jointoiement soigné, le coulis des joints, la protection et le nettoyage du carrelage,
- la confection des joints souples et étanches fongicides (appliqué sous pression) entre les appareils sanitaires de toute catégorie et la première rangée de carreaux faïence,
- le nettoyage des carrelages ainsi que l'exécution des raccords et calfeutrements après le passage des autres corps d'état et avant la date fixée pour la réception,
- les échafaudages nécessaires aux travaux,
- toutes les autres prestations non mentionnées qui sont indispensables pour un parfait achèvement des ouvrages.

14. NETTOYAGE DU CHANTIER

A la fin des travaux, l'entreprise est tenue de faire disparaître toutes les tâches de peinture ou de vernis et d'évacuer après nettoyage complet des vitres, sols, WC, et l'ensemble du chantier, tout matériel qu'il a utilisé.

Chapitre III : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

3.1 Protection de l'environnement

L'entrepreneur est tenu de respecter les dispositions législatives et réglementaires environnementales en vigueur et les dispositions contractuelles du présent marché des travaux.

Il assure pleinement et entièrement ses responsabilités quant au choix des actions à entreprendre.

Les sites d'emprise provisoire du chantier (installations de chantier, zone de dépôt, etc..) feront l'objet de constat avant et après les travaux.

Ces sites seront nettoyés ou aménagés avant la réception des travaux.

L'entrepreneur assure le contrôle des pollutions et nuisances engendrées par les travaux. Il contrôle les risques sanitaires dus aux travaux pour son personnel, le personnel administratif, la population scolaire et riveraine.

3.2 Identification et protection des zones sensibles

L'entrepreneur doit identifier et faire respecter par son personnel dès l'ouverture du chantier, les zones environnementales sensibles, à savoir :

- zones habitées, champs, plantation, vergers, etc.....;
- lieux de culte, cimetières et tombes ;
- points d'eau et cours d'eau ;
- espaces naturels classés ;
- équipements collectifs et zones habitées ;

3.3 Protection de la qualité des eaux

L'entrepreneur doit veiller à la protection des nappes souterraines d'eaux en contrôlant le stockage et la manipulation des hydrocarbures ou des produits toxiques sur le chantier.

Il prendra toutes les dispositions pour la protection du personnel et de l'environnement.

Les dommages résultant de l'usage de ces produits seront réparés par l'entrepreneur à ses frais.

3.4 Protection des ressources humaines

L'entrepreneur doit maximiser l'emploi sur chantier de la main d'œuvre locale.

Les mesures de sécurité et de santé seront prises par l'entrepreneur pour la protection de la main d'œuvre non qualifiée recrutée temporairement.

L'entrepreneur devra sensibiliser la population et les autorités locales sur les conditions d'embauche pour les travaux HIMO.

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour le règlement des conflits sociaux sur le chantier ou avec les populations riveraines de la prison.

L'entrepreneur doit assurer le paiement régulier de la main d'œuvre.

L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer l'impact environnemental des travaux exécutés.

3.5 Sensibilisation contre le VIH et MST

L'entrepreneur doit sensibiliser tous les employés du chantier, permanents ou temporaires sur les mesures sanitaires contre la transmission du VIH-SIDA, les MST, la prévention du paludisme, du péril fécal et autres maladies d'origine hydrique.

SECTION IV ANNEXES A RENVoyer AVEC LES SOUMISSIONS

Remarque à l'attention des soumissionnaires : les instructions destinées à vous aider à remplir chaque annexe à renvoyer avec les soumissions sont surlignées en bleu dans chaque annexe. Veuillez remplir les annexes à renvoyer avec les soumissions selon les instructions fournies.

[Remarque à l'attention de l'UNOPS : il est possible que certaines annexes à renvoyer avec les soumissions ne s'appliquent pas à votre projet et/ou que vous ayez besoin d'annexes supplémentaires à renvoyer avec les soumissions. Si une annexe à renvoyer avec les soumissions n'est pas nécessaire, supprimez son contenu et insérez la mention SANS OBJET (ne supprimez pas le numéro d'annexe). Abstenez-vous de supprimer entièrement une annexe à renvoyer avec les soumissions.]

ANNEXE 1

FORMULAIRE DE SOUMISSION

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
34 , avenue Pumbu , commune de Gombe / Kinshasa.

Chère Madame/Cher Monsieur,

Objet : soumission relative à la réhabilitation des centres de santé , dans les zones de santé de : LOT :(KABALO , NYEMBA , NYUNZU) dans la Province du Katanga , le n° de l'Appel Offres : ITB 00090796 -CT-1504-CS/KTGA-UNOPS en date du 20 Mars 2015

1. **[Nom du soumissionnaire]** dépose par les présentes une soumission pour la réalisation des travaux susmentionnés en réponse à l'AO sus-référencé.
2. Nous garantissons que, dans le cadre de la préparation et du dépôt de la présente soumission, nous avons respecté l'ensemble des conditions et dispositions de l'AO sus-référencé, y compris les conditions du Contrat énoncées dans la section V de l'AO, et que nous acceptons d'être liées par celles-ci.
3. Sur la base de ce qui précède, notre prix contractuel proposé est de : **[Insérez le prix contractuel proposé en chiffres et en lettres]**.
4. Notre soumission demeurera valide aux fins d'acceptation par l'UNOPS pendant 90 jours à compter de la date-limite de dépôt des soumissions.
5. Nous reconnaissons et convenons que :
 - sous réserve de la section III de l'AO, l'UNOPS n'est pas tenue d'accepter la soumission la plus basse ou toute autre soumission qu'elle pourra recevoir en réponse à l'AO sus-référencé ;
 - l'UNOPS n'aura aucune obligation et aucun contrat contraignant n'existera tant que le Contrat n'aura pas été signé ;
 - les parties constituant le soumissionnaire sont solidairement liées par la présente soumission ; et

Le soussigné certifie qu'il est dûment habilité par **[insérez le nom du soumissionnaire]** à signer la présente soumission et à engager **[insérez le nom du soumissionnaire]** dans l'hypothèse où l'UNOPS accepterait la présente soumission :

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Signature : _____

[Apposez le cachet officiel du soumissionnaire sur le formulaire de soumission]

ANNEXE 2

INFORMATIONS CONCERNANT LE SOUMISSIONNAIRE

N° d'AO :

Nom du soumissionnaire :

Titre et n° de licence commerciale :

Adresse du siège social :

Nom du représentant du soumissionnaire :

Adresse de notification (si elle est différente de celle qui précède) :

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Numéro de téléphone portable :

Adresse de courrier électronique :

ANNEXE 3

CONTRAT A PRIX FORFAITAIRE, DEVIS QUANTITATIF

ZONE SANTE DE KABALO :

LOT1 : Reconstruction du Centre de sante de Kabanda.

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	Unité	Quantité	PU en \$	PT en \$
1	Installation et repli chantier	fft	1		
2	Fouille	m ³	14		
	Sous-Total				
3	FONDATION				
	Beton de proprété. Ep=5 cm dosé à 150 kg/m3	m ³	1,2		
	Maçonnerie de fondation en moellon	m ³	17,8		
	Chape sur fondation,ep=5cm	m ³	1,2		
	Socle de colonnes en BA dosé à 350kg/m3(0,4mx0,4mx1,2mx11)	m ³	2,7		
	Remblai compacté	m ³	41,76		
	Sous-Total				
4	ELEVATION				
	Maçonnerie en briques cuites	m ³	33,25		
	Linteau et chainage en BA dosé à 350kg/m3	m ³	2,38		
	Colonnes en BA dosé à 350kg/m3(0,2mx0,2mx3x11)	m ³	1,736		
	maçonnerie de claustras	m ³	0,825		
	Sous -total				
5	TOITURE				
	Fermes en Madrier de 5/15	m ³	3,5		
	Panne en chevron de7/7	m ²	0,9		
	Tôle galvanise en BWG 28	m ²	105		
	Faux plafond en triplex de 5mm sur gitage de 5/5	m ²	100		
	Tôle faitière	ml	17		
	Planche de rive	ml	36		
	Gouttières avec accessoires de fixation et descentes en PVC 90	ml	30		
	Sous -total				
6	REVETEMENT MURS ET SOL				
	Enduit extérieur et interieur	m ²	443		
	Sous pavement en beton B ep=6cm	m ³	4,5		
	Pavement lisse de 2,5 cm d'epaisseur	m ²	90		
	Sous-Total				
7	MENUISERIE METALLIQUES				
	F&P de portes metalliques v vitrees de 0,9mx2,10m avec		2		

	serrure				
	F&P de portes en bois de 0,7mx2,10m avec serrure		9		
	F&P de fenestres métalliques vitrées et antivols de 1,2 mx1,1m		9		
	Sous-Total				
8	PEINTURE				
	Chaulage mur	m ²	543		
	latex	m ²	385		
	Email	m ²	114		
	Sous -total				
	PLOMBERIE				
	F&P de lavabo avec accessoires de pose	pce	2		
	Sous-Total				
	TOTAL GENERAL				

ZONE DE SANTE DE NYEMBA

LOT2 : Reconstruction du centre de sante de Lambo Katenga.

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	Unité	Quantité	PU en \$	PT en \$
1	Installation et repli chantier	fft	1		
2	Fouille	m ³	14		
	Sous-Total				
3	FONDATION				
	Beton de propreté. Ep=5 cm dosé à 150 kg/m3	m ³	1,2		
	Maçonnerie de fondation en moellon	m ³	17,8		
	Chape sur fondation, ep=5cm	m ³	1,2		
	Socle de colonnes en BA dosé à 350kg/m3(0,4mx0,4mx1,2mx11)	m ³	2,7		
	Remblai compacté	m ³	41,76		
	Sous-Total				
4	ELEVATION				
	Maçonnerie en briques cuites	m ³	33,25		
	Linteau et chainage en BA dosé à 350kg/m3	m ³	2,38		
	Colonnes en BA dosé à 350kg/m3(0,2mx0,2mx3x11)	m ³	1,736		
	maçonnerie de claustras	m ³	0,825		
	Sous -total				
5	TOITURE				
	Fermes en Madrier de 5/15	m ³	3,5		
	Panne en chevron de 7/7	m ²	0,9		
	Tôle galvanise en BWG 28	m ²	105		
	Faux plafond en triplex de 5mm sur gitage de 5/5	m ²	100		
	Tôle faitière	ml	17		
	Planche de rive	ml	36		

	Gouttières avec accessoires de fixation et descentes en PVC 90	ml	30		
	Sous -total				
6	REVETEMENT MURS ET SOL				
	Enduit extérieur et intérieur	m ²	443		
	Sous pavement en beton B ep=6cm	m ³	4,5		
	Pavement lisse de 2,5 cm d'épaisseur	m ²	90		
	Sous-Total				
7	MENUISERIE METALLIQUES				
	F&P de portes métalliques v vitrées de 0,9mx2,10m avec serrure		2		
	F&P de portes en bois de 0,7mx2,10m avec serrure		9		
	F&P de fenêtres métalliques vitrées et antivols de 1,2 mx1,1m		9		
	Sous-Total				
8	PEINTURE				
	Chaulage mur	m ²	543		
	latex(national)	m ²	385		
	Email(National)	m ²	114		
	Sous -total				
	PLOMBERIE				
	F&P de lavabo avec accessoire de pose	pce	2		
	Sous-Total				
	TOTAL GENERAL				

ZONE DE SANTE DE NYUNZU

LOT3 :Parachevement du Centre de Sante de Lengwe

A. Parachevement Centre de sante.

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	Unité	Quantité	PU en \$	PT en \$
1	Installation et repli chantier y compris débroussaillage et préparation du site	fft	1		
	Sous-Total				
2	FONDATION				
	Remblai compacté	m ³	88,32		
	Sous-Total				
3	ELEVATION				
	Maçonnerie en briques cuites	m ³	18		
	Linteau et chaînage en BA dosé à 350kg/m ³	m ³	3,75		
	Colonnes en BA dosé à 350kg/m ³ (0,2mx0,2mx3x11)	m ³	2,2		
	maçonnerie de claustras	m ³	2,7		
	Sous -total				
4	TOITURE				
	Fermes en Madrier de 5/15	m ³	8,9		

	Panne en chevron de 7/7	m ²	1,94		
	Tôle galvanisée en BWG 28	m ²	330		
	Faux plafond en triplex de 5mm sur gitage de 5/5	m ²	301		
	Tôle faitière	ml	52		
	Planche de rive	ml	72		
	Gouttières avec accessoires de fixation et descentes en PVC 90	ml	86		
	Sous -total				
5	REVETEMENT MURS ET SOL				
	Enduit extérieur et intérieur	m ²	956		
	Sous pavement en béton B ep=6cm	m ³	18		
	Pavement lisse de 2,5 cm d'épaisseur	m ²	301,24		
	Sous-Total				
6	MENUISERIE METALLIQUES				
	F&P de portes métalliques vitrées de 0,9mx2,10m avec serrure		2		
	F&P de portes métalliques vitrées de 1,60 mx2,10m avec serrure		1		
	F&P de portes en bois de 0,7mx2,10m avec serrure		20		
	F&P de fenêtres métalliques vitrées et antivols de 1,2 mx1,1m		22		
	Sous-Total				
7	PEINTURE				
	Chaulage mur	m ²	1320		
	latex(national)	m ²	540		
	Email(National)	m ²	362		
	Sous -total				
8	PLOMBERIE				
	F&P de lavabo avec accessoire de pose	pce	2		
	Sous-Total				
	TOTAL GENERAL A				

B. CONSTRUCTION BLOC SANITAIRE

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	QUANTITE	PRIX UNIT. \$	PRIX TOT.\$
I	Installation et repli chantier	FTT	1		
II	A. Fosse sèche				
	Terrassement	m ³	68		
	Maçonnerie en briques cuites	m ³	10		
	Chainage de fosse dosé à 350kg/m3	m ³	1,3		
	Dalle de couverture et amovible en BA dosée à 350 kg/m3	m ³	1,5		
	Tuyau de ventilation de diamètre 110 mm y compris toile moustiquaire	ml	12		
	Fondation en BB dosé à 250 kg/m ³	m ³	1		

	Sous -total				
III	PUITS PERDU DIAM. INT.160 ; PROF. 2m				
	Maçonnerie en briques cuites	m³	2		
	Couvercle en BA ép. 10 cm	m³	0,5		
	Tuyau PVC 90 raccordement pp	ml	6		
	Té diam. 90	Pce	1		
	Construction chambre de visite	fft	1		
	Sous -total				
IV	Construction 4 cabines :2 latrine sèche et 2 douche				
	Maçonnerie d'Elévation mur extérieur en briques cuites	m³	2,3		
	Maçonnerie d'Elévation mur intérieur de en briques cuites	m³	1,95		
	Enduit murs intérieur	m²	38		
	Rejointoyage mur extérieur	m²	38		
	Chape de ciment lissé	m²	20		
	Porte en bois (80X160 cm) avec verroux et cadenas	Pce	4		
	Béton de sous pavement	m²	1,5		
	Email sur mur intérieur	m²	54		
	Email sur porte	m²	8		
	Fourniture et pose WC à la turque	Pce	2		
	Fourniture et pose bac à douche	Pce	2		
	Charpente en bois 5/10	m³	1		
	Panne en bois 7/7	m³	0,4		
	Tole galvanisée BG 28 prépeintes	m²	20		
	Planche de rive	ml	8		
	Filet d'eau	FTT	1		
	Sous -total				
V	FOURNITURE ET POSE CITERNE 1000 LITRES AVEC SOCLE ET ROBINET	Pce	1		
	TOTAL GENERAL B				
	TOTAL GENERAL = TOTAL GENRAL A + TOTAL GENERAL B				

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

Remarque à l'attention des soumissionnaires : les soumissionnaires devront fournir dans l'annexe 3 à renvoyer avec les soumissions (ou joindre à ladite annexe si les fichiers sont trop volumineux) devis quantitatifs. Si le prix d'un article n'est pas indiqué et/ou si un taux n'est pas précisé dans le devis quantitatif, ledit prix et/ou taux sera considéré comme étant inclus dans le prix contractuel total.

Chaque lot est indivisible et doit faire l'objet d'une soumission séparée et sera exécuté avec des moyens (personnels et matériels) propres au lot. L'approche doit décrire de façon précise et concise d'utilisation des moyens (personnels et matériels) disponibles et conformes aux exigences de l'ITB pour l'exécution de l'ensemble des lots dans le délai contractuel.

Le soumissionnaire ne peut répondre qu'à deux(2) lots. Sur la base de ses capacités, l'UNOPS se réserve le droit de n'attribuer qu'un lot à un seul soumissionnaire.

ANNEXE 4

PROGRAMME PRELIMINAIRE DU SOUMISSIONNAIRE ET DESCRIPTION GENERALE DES METHODES PROPOSEES

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

Remarque à l'attention des soumissionnaires : les soumissionnaires devront soumettre un programme préliminaire et une description générale des méthodes proposées pour garantir la bonne exécution des travaux, dans les délais requis.

Les soumissionnaires doivent effectuer leur propre évaluation des délais, des méthodes de travail et des activités qui seront nécessaires au bon achèvement des travaux dans les délais requis, et obtenir l'ensemble des autorisations requises auprès des autorités locales.

Si un soumissionnaire est sélectionné à titre de soumissionnaire retenu, il devra développer plus avant et compléter son programme, conformément au contrat relatif à la réalisation de travaux légers.

ANNEXE 5

EQUIPE DU PROJET PROPOSEE

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

[Remarque à l'attention de l'UNOPS : la présente annexe n'a qu'une valeur informative et ne sera pas incluse dans le contrat. Si vous souhaitez l'inclure dans le contrat, consultez votre conseiller juridique.]

Remarque à l'attention des soumissionnaires : les soumissionnaires devront indiquer ci-dessous :

1. le personnel clé qu'ils proposeront d'affecter à l'exécution des travaux ;
2. les qualifications et l'expérience utile de chaque membre du personnel clé qu'ils proposeront d'affecter à l'exécution des travaux, et fournir un CV pour chacun d'entre eux ;
3. l'identité de leurs représentants autorisés à signer le Contrat. Les soumissionnaires devront fournir une copie de ladite autorisation.

Personnel clé

N°.	Description de poste	Nom	Années d'expérience
1	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
2	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
3	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
4	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
5	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
6	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
7	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]
8	[Insérez la description]	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]

Représentant de l'entrepreneur conformément au Contrat :

N°.	Description de poste	Nom	Années d'expérience
1	Représentant de l'entrepreneur	[Insérez le nom]	[Insérez le nombre]

ANNEXE 6
ASSURANCES

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

Remarque à l'attention des soumissionnaires : les soumissionnaires doivent fournir des informations détaillées sur leurs polices d'assurance s'ils en possèdent déjà lors de la préparation de leur soumission. S'ils sont retenus, les soumissionnaires devront se conformer aux exigences en matière d'assurance qui figurent à l'annexe 2 du Contrat [calendrier des travaux]. Les soumissionnaires sont informés que l'UNOPS pourra demander des copies des polices d'assurance et de tout avenant au cours de l'examen des soumissions, ainsi que le montant de toute franchise et l'ensemble des exclusions.

[Remarque à l'attention de l'UNOPS : n'incluez les différents types d'assurance qui figurent ci-dessous que s'ils sont expressément requis pour un projet particulier. Assurez-vous que l'annexe 6 à retourner avec les soumissions et l'annexe 2 du Contrat [calendrier des travaux] concordent.]

1. Assurance tous risques construction/Assurance responsabilité civile

Nom de l'assureur :	
N° de la police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

2. Assurance accidents du travail

Nom de l'assureur :	
N° de la police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

3. Assurance installations et équipements de l'entrepreneur

Nom de l'assureur :	
N° de la police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

4. Assurance automobile

Nom de l'assureur :	
N° de la police :	
Montant assuré :	

Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

ANNEXE 7

MOYENS, EXPERIENCE, TRAVAUX EN COURS ET TRAVAUX ACHEVES

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

1. Projets similaires au cours des [3] dernières années :

[Indiquez les noms, lieux et valeurs]

2. Tous les projets en cours ou devant commencer :

[Indiquez les noms, lieux et valeurs]

3. Actifs

[Indiquez les informations concernant les actifs utiles détenus ou devant être loués par votre société]

4. Actifs essentiels soumis à évaluation

1. [Ex. grue]

2. [Ex. bétonnières de 1 mètre cube - 4 No.]

ANNEXE 8

DECLARATION

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
34 , avenue Pumbu , Commune de Gomba –Kinshasa**

Madame/Monsieur,

Objet : appel d'offres concernant les travaux de réhabilitation des centres de santé , dans les zones de santé de : (KABALO , NYEMBA , NYUNZU) dans la Province du Katanga, le n° de l'Appel Offres : ITB 00090796 -CT-1504-CS/KTGA-UNOPS

Je, soussigné [insérez nom et titre], déclare sur l'honneur ce qui suit :

1. Je suis dûment autorisé par [insérez le nom du soumissionnaire] (le Soumissionnaire) à établir la présente déclaration en son nom.
2. J'établis la présente déclaration au nom du Soumissionnaire.
3. Avant que le Soumissionnaire ne dépose sa soumission, ni le Soumissionnaire, ni aucun de ses employés ou agents n'ont eu connaissance du prix proposé par tout autre soumissionnaire ayant soumissionné ou par toute personne, société ou autre personne morale ou entreprise ayant envisagé de soumissionner dans le cadre du présent AO.
4. Avant la date-limite de dépôt des soumissions de la présente procédure d'appel d'offres, ni le Soumissionnaire, ni aucun de ses employés ou agents n'ont divulgué le prix proposé par le Soumissionnaire à :
 - (i) un autre soumissionnaire ayant déposé une soumission en réponse au présent AO ;
 - (ii) une personne, société ou autre personne morale ou entreprise envisageant de déposer une soumission en réponse au présent AO.
5. Ni le Soumissionnaire, ni aucun de ses employés ou agents n'ont fourni d'informations à :
 - (i) un autre soumissionnaire ayant déposé une soumission en réponse au présent AO ;
 - (ii) une personne, société ou autre personne morale ou entreprise envisageant de déposer une soumission en réponse au présent AO ; ou
 - (iii) toute autre personne, société ou autre personne morale ou entreprise dans le but d'aider à l'établissement d'une soumission en réponse au présent AO.
6. Le Soumissionnaire concourt de bonne foi pour l'obtention du Contrat.
7. Ni le Soumissionnaire, ni aucun de ses employés ou agents n'ont conclu de contrat, convention ou accord, à l'exception de ce qui a été divulgué à l'UNOPS dans la soumission, visant à ce que le soumissionnaire retenu pour l'attribution du Contrat verse une quelconque somme ou fournisse tout autre avantage, notamment financier, à une association professionnelle au titre du Contrat.

8. Ni le Soumissionnaire, ni aucun de ses employés ou agents n'ont conclu de contrat, convention ou accord visant à ce que le soumissionnaire retenu pour l'attribution du Contrat verse une quelconque somme ou fournisse tout autre avantage, notamment financier, à un autre soumissionnaire non retenu pour l'attribution du Contrat.
9. Ni le Soumissionnaire, ni aucun de ses employés ou agents n'a conclu de contrat, convention ou accord visant à ce que des soumissionnaires incluent une condition ou une qualification identique ou similaire dans leurs soumissions.

Je reconnais que la présente déclaration est exacte et suis informé qu'une fausse déclaration m'expose à des sanctions.

FAIT à [insérez le lieu] le [insérez la date] devant moi :

Signature du témoin habilité

Nom du témoin habilité
(en lettres capitales)

Adresse du témoin habilité

Profession du témoin

Signature du déclarant

ANNEXE 9

CONFLITS D'INTERETS

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

Remarque à l'attention du soumissionnaire : le soumissionnaire devra déclarer tout conflit d'intérêts réel ou potentiel susceptible de survenir relativement au projet entre :

- (i) l'UNOPS et le soumissionnaire ; et*
- (ii) l'UNOPS et tout sous-traitant (y compris tout consultant) proposé par le soumissionnaire.*

ANNEXE 10

INFORMATIONS CONCERNANT LES LITIGES

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

Remarque à l'attention du soumissionnaire : le soumissionnaire devra fournir une déclaration ci-dessous contenant des informations sur tout litige contractuel et/ou procédure arbitrale ou judiciaire en cours concernant le soumissionnaire. La déclaration devra inclure des informations sur tout litige ayant fait ou susceptible de faire l'objet d'une procédure formelle de règlement des litiges (par ex. une médiation ou un arbitrage) ou faisant l'objet d'un contentieux devant tout tribunal, sur place ou à l'étranger. Ces informations devront être fournies, qu'une telle action ait été engagée par le soumissionnaire contre un client ou par un client du soumissionnaire contre ce dernier.

ANNEXE 11

ADDENDA A L'AO

N° d'AO : _____

Nom du soumissionnaire : _____

Date : _____

Signature : _____

Nous accusons réception des addenda suivants qui ont été pris en compte dans le cadre de la préparation de la soumission :

Numéro d'addendum	En date du

SECTION V : CONTRAT RELATIF A LA REALISATION DE TRAVAUX LEGERS DE L'UNOPS

[Insérez le contrat relatif à la réalisation de travaux légers de l'UNOPS]